

SE COMPRENDRE



N° SAU/143 - 16 mai 1977

Le Séminaire Du Dialogue Islamo-Chrétien De Tripoli (Libye) (1-6 FEVRIER 1976)

M. Borrmans

Un récent article, paru dans le numéro de novembre 1976 de la revue des Études (pp. 557-566), sous le titre Le Colloque islamo-chrétien de Tripoli (par le Père R. Clément), parle d'un "échec de Tripoli" : certains ne le pensent pas. Nous avons pensé utile de fournir l'essentiel d'un article qui paraît simultanément dans le n° 2 (1976) de la revue Islamochristiana (I. P. E. A., Rome) : il tente d'être un reportage fidèle de tout ce qui s'est dit et fait à Tripoli. Le lecteur pourra en tirer les conclusions qu'il voudra.

Un Congrès du Dialogue islamo-chrétien s'est donc déroulé dans la capitale libyenne du 1^{er} au 6 février 1976 : il avait pour cadre le Théâtre de la Libération, pour acteurs deux délégations (l'une, musulmane, de seize membres et l'autre, chrétienne, de quatorze membres) et pour observateurs près de cinq cents personnes (dont une centaine de journalistes). La presse internationale a souligné, en son temps, l'importance de l'événement par de multiples articles où l'interprétation politique l'a souvent emporté sur l'interprétation religieuse ou culturelle. Comme l'a écrit André MANDOUZE, "à une époque où la pratique des "lectures plurielles" est devenue courante, il est normal que, comme les textes difficiles, les événements puissent être "lus" de façons complémentaires" (1). La grande presse, c'est un fait, a été plus sensible au contexte politique du Séminaire, plus impressionnée par l'intervention du Colonel Kadhafi et plus attentive aux interviews accordées, à temps et à contretemps, en dehors même du Congrès. Bien des organes de presse, cependant, ont su relever le caractère authentiquement religieux du Séminaire et en fournir de nombreuses preuves, reflétant ainsi le sentiment de la majorité des Musulmans et des Chrétiens qui participèrent effectivement à toutes les séances du Congrès (2). Comme l'a écrit Christian CHABANIS, "deux délégations choisies par Rome et Tripoli, quatre cents observateurs venus de soixante nations et représentant les communautés islamiques, catholiques, orthodoxes, protestantes les plus diverses, (ont) appris en cinq jours à parler une langue commune, qui n'était ni tout à fait arabe ni tout à fait européenne, mais simplement humaine : la langue de l'amitié" (3). Le présent article voudrait justement compléter l'information du lecteur pour qu'il soit d'autant plus libre de juger sur pièces et de se faire une opinion personnelle.

Organisé sur la requête de l'Union Socialiste arabe de Libye, sans doute désireuse de dépasser les récents colloques de Broummana, Cordoue et Tunis (4), en liaison avec le Secrétariat (du Vatican) pour les Relations avec les Non-Chrétiens qui a pour principe de ne refuser aucun effort loyal de dialogue, quelles que soient les ambiguïtés de son déroulement, le Séminaire de Tripoli n'a disposé que de quatre mois pour sa préparation effective, ce qui en explique l'improvisation et souligne d'autant mieux le mérite des délégations participantes et surtout celui de la Libye qui offrait l'hospitalité à tous et assumait l'organisation matérielle de l'ensemble (5). Il est certain que le projet primitif se voulait modeste dans sa réalisation et rigoureux dans ses méthodes (6) ; il est non moins certain qu'il a très vite pris des dimensions insoupçonnées, suite à des initiatives unilatérales de la partie invitante, ce qui explique la surprise de la délégation chrétienne à son arrivée à Tripoli. A quel

niveau allait se situer le dialogue ? Certains prévoyaient alors qu'il se développerait non point au niveau "scientifique" mais bien plutôt au niveau "social et populaire", ce qui n'excluait pas une certaine ambiguïté quant à la méthode elle-même. Et quelles étaient donc les délégations appelées à nouer ce dialogue sur la scène du Théâtre de la Libération devant un parterre d'observateurs à majorité musulmane ?

La Délégation chrétienne était présidée par le Cardinal PIGNEDOLI, président du Secrétariat, et comportait, outre Mgr. ROSSANO et le P. ABOU MOKH, un certain nombre de consultants attitrés du même Secrétariat ainsi que trois évêques d'Afrique occidentale. Pour diverses raisons, le Conseil Œcuménique des Églises (Genève), l'Église copte orthodoxe d'Égypte et d'autres églises orthodoxes avaient renoncé à y participer comme "membres", nonobstant l'invitation que leur en avait faite ledit Secrétariat. Il s'agissait donc d'une Délégation catholique largement "représentative" puisqu'elle comprenait un laïc indien, deux prêtres relevant des Églises arabes du Moyen-Orient et trois évêques d'Afrique noire. En voici la liste :

- Cardinal Sergio PIGNEDOLI (Italien), Président du Secrétariat pour les Non-Chrétiens,
- Mgr. Pietro ROSSANO (Italien), Secrétaire général du même Secrétariat,
- P. François ABOU MOKH (Syrien), Secrétaire de la Commission "Islam" du même Secrétariat,
- P. Maurice BORRMANS (Français), professeur à l'Institut Pontifical d'Études Arabes (Rome),
- P. Jacques LANFRY (Français), diocèse d'Alger (Algérie),
- P. Arnulf CAMPS (Hollandais), professeur à l'Université de Nimègue (Pays-Bas),
- P. Joseph CUOQ (Français), Monastir (Tunisie), ancien secrétaire pour l'Islam, du même Secrétariat,
- M. Anthony CHULLIKAL (Indien), membre de la Commission "Justice et Paix" du Vatican,
- P. Salvador GOMEZ NOGALES (Espagnol), professeur à l'Université de Madrid (Espagne) et président de l'Association Islamo-Chrétienne d'Espagne,
- Mgr. SANUSSI (Nigérian), évêque d'Ijebu-Ode (Nigeria),
- Mgr. DIONE (Sénégalais), évêque de Thiès (Sénégal),
- Mgr. Luc SANGARÉ (Malien), archevêque de Bamako (Mali),
- P. Ary RĒST-CROLLIUS (Hollandais), professeur à l'Université Grégorienne (Rome),
- P. Georges ANAWATI (Égyptien), directeur de l'Institut Dominicain d'Études Orientales du Caire (Égypte).

La Délégation musulmane avait pour président M. Muhammad Ahmad CHARIF, ministre libyen de l'Éducation Nationale, et rassemblait des penseurs_ musulmans de diverses nationalités, qui n'engageaient que leur responsabilité personnelle : aucune institution islamique officielle ne s'y trouvait représentée. La Délégation était composée comme suit :

- M. Muhammad Ahmad CHARIF, Ministre libyen de l'Éducation Nationale,
- M. Ahmad ach-CHAHHATI, Secrétaire pour les Affaires Étrangères auprès de l'Union Socialiste arabe de Libye,
- M. Abd ar-Rahman 'UTBA (Syrien), professeur à l'Université de Tripoli,
- M. Ibrahim al-GHUWAYL (Libyen), homme de loi, membre du Parti Socialiste arabe de Libye,
- Cheikh Soubhi as-SALIH (Libanais), professeur à l'Université libanaise et vice-mufti du Liban,
- M. Azzeddin IBRAHIM (Émirats), conseiller auprès du Gouvernement central de l'Union des Émirats du Golfe (Arabian Gulf),
- M. Mustafa MAHMŪD (Égyptien), penseur et écrivain,
- M. Sibghatallâh MUJADDIDI (Afghan), imam de la mosquée de Copenhague (Danemark),
- M. Adel 'AMIR (Égyptien), attaché à l'Ambassade de Libye à Rome, ex-Directeur du Bureau de la Ligue Arabe à Paris,
- M. Omar al-TUMI ach-CHAYBANI (Libyen), professeur à l'Université de Tripoli,
- M. Muhammad al-'AYCHUBI (Algérien), penseur résidant à Paris (France),
- M. Ahmad Sidqi DAJJANI (Palestinien), professeur,
- M. Ismâ'il FARUQI (Palestinien), professeur au Department of Religions, Temple University, Philadelphia (U. S. A.),
- M. Yasul IRAJ (Kenyan), médecin, président de l'Association musulmane de Nairobi (Kenya),
- M. Ba Bakr KARAR (Soudanais), penseur musulman (Sudan),
- M. Bachir TURKI (Tunisien), professeur à l'Université de Tripoli et directeur du mensuel arabe al-'Ilm.

Quant aux quatre ou cinq cents personnes réunies au Théâtre de la Libération, "nul n'aura la naïveté de penser que toutes étaient soit disposées, soit préparées au dialogue religieux entre chrétiens et musulmans. Le mérite de l'hospitalité libyenne est d'abord de leur avoir permis de se rencontrer, de

vivre ensemble, de s'expliquer, parfois sans aménité, jamais avec acrimonie. Les conversations de couloir et d'hôtel ont été nombreuses et cordiales entre les uns et les autres. Les échanges publics ont à la fois évité l'écueil d'une diplomatie polie et (sauf exception) tout syncrétisme. L'appel au respect mutuel, à une meilleure connaissance de l'Islam par le Christianisme, du Christianisme par l'Islam, a vraiment dominé les débats" (7). Ajoutons que ce vaste public d'observateurs venait d'environ soixante pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, assez souvent en "délégations officielles nationales mixtes" (chrétiens et musulmans ensemble), sur invitation expresse du gouvernement libyen.

Dimanche 1^{er} février : Ouverture.

Les assises du Séminaire commencèrent le dimanche 1^{er} février, dans l'après-midi, par le chant de quelques versets du Coran et de l'Évangile : d'un côté, la Sourate de Marie (la XIX^{ème}) et, de l'autre côté, les Béatitudes et le Notre Père, tout cela en arabe. Les présidents de Délégation prirent tour à tour la parole. Le Dr. Muhammad Ahmad CHARIF souhaita la bienvenue à tous "dans la République Arabe Libyenne, terre de la Révolution du Premier Septembre qui a pris son essor pour rendre à l'Islam sa gloire et œuvrer en vue de libérer l'humanité de toutes les formes d'injustice et d'asservissement", ajoutant aussitôt : "Nous nous réunissons ici avec nos âmes remplies de la foi en Dieu Unique et Seul, avec l'espoir et le désir qui nous animent, pour que notre dialogue soit pour le bien des fidèles, le bien de l'humanité... ". Il précisa ensuite que le dialogue-entre les Musulmans et les autres humains est vieux comme l'Islam, citant au passage les versets classiques du dialogue (8), et brossa rapidement l'histoire des ruptures historiques et des préjugés accumulés. Cela lui permit de proposer enfin les lignes maîtresses que le Séminaire de Tripoli se devait de réaliser : "Notre rencontre est basée sur la franchise, la vérité et l'action positive, sérieuse. Nous ne pouvons pas supprimer l'histoire ou réinterpréter ses événements passés conformément aux circonstances de notre temps, mais nous pouvons en tirer des leçons pour faire face à l'histoire de notre temps... (Il s'agit) d'un dialogue, ce qui exige que nos travaux soient basés sur la confiance et la franchise,... un dialogue qui ne se réalise pas dans le vide".

Le Cardinal S. PIGNEDOLI, après avoir remercié le gouvernement, le Président de la République et le peuple de Libye, se contenta "de souligner deux valeurs qui, étant communes et même essentielles à nos religions... , justifient la raison d'être de notre colloque... La première valeur est celle de l'adoration d'un Dieu, Créateur et Seigneur de l'Univers. Il a manifesté aux hommes Sa volonté ; Il leur a enseigné les chemins de la justice et de la paix ; Il conduit chacun au salut éternel. Ce monothéisme prophétique, commun à nos deux religions et au Judaïsme, nous rapproche et nous unit dans une fraternité d'une singulière importance (9)... La deuxième valeur est celle de la fraternité qui nous unit, vous et nous et tous les hommes, et qui nous impose un devoir précis d'être des hommes de charité et de service. La Révélation chrétienne - d'une manière particulière l'Évangile - fait de l'amour du prochain un commandement semblable à celui d'aimer Dieu". Après avoir élargi l'horizon du dialogue à tous les hommes de bonne volonté (10), le Cardinal résuma ainsi son allocution : "Nous commençons ce dialogue, non pour nous affronter, ni pour nous juger réciproquement, ni pour minimiser notre foi respective, mais dans le respect et l'amour total des uns à l'égard des autres, bien plus, dans la volonté humble et sincère d'être les uns pour les autres... les témoins de l'Éternel, agissant en vue de la volonté de Dieu, et dans la volonté d'être, également, les témoins d'une authentique fraternité universelle et d'une sincère disponibilité de service".

Lundi 2 février : Religion et idéologie.

La religion peut-elle être considérée comme une idéologie valable pour la vie ?, tel était le sujet du lundi 2 février, qui fut traité dans la matinée par M. Abd ar-Rahman 'UTBA, musulman, professeur à l'Université de Tripoli, et M. Anthony CHULLIKAL, laïc chrétien, Indien, membre de la Commission vaticane "Justice et Paix" (11).

Le Pr. 'UTBA, après avoir tenté de fournir une définition commune à toutes les idéologies existantes pour en mieux analyser les composantes originales et après avoir énoncé le critère à appliquer pour en juger ("Sont-elles capables de répondre à tous les besoins que l'homme exprime, individuellement et collectivement, sur le plan matériel comme sur le plan spirituel, à travers l'évolution des conditions de temps et de lieu ?"), aboutit à un constat d'échec vis-à-vis de toutes les idéologies régnantes. Mais la religion elle-même ne serait-elle pas une idéologie ? Non, "la religion ne saurait être une idéologie, même si l'on doit reconnaître que, pratiquement, elle est une source à laquelle puisent les idéologies". La différence est essentielle car les idéologies n'ont jamais réussi à

donner "une vision globale de l'homme, des sociétés et de l'univers dans un cadre qui fixe à chaque être sa propre position et ses relations avec autrui". Seule la religion peut fournir cette vision globale et constituer une "source d'organisation pour la vie et la société".

La deuxième partie de la conférence consista tout simplement à prouver que la religion islamique, au-delà des idéologies, se révèle particulièrement apte à "régler la vie de l'homme, des groupes humains et de la communauté internationale" ; la Loi (Charî'a) islamique règle tout à la fois le dogme (aqîda), la morale (akhlâq) et les rapports humains (mu'âmalât), à partir de cette clé de voûte que constitue l'affirmation qu'"il n'y a de dieu que Dieu" : vision unitaire (tawhîdî) qui fait de Dieu le grand maître d'œuvre et de l'homme son vicaire (khalîfa). Les principes classiques d'interprétation du Fiqh (Qur'ân, Sunna, Qiâs et Ijma', Istihâsân, etc...) furent largement exposés, ce qui permit de mieux souligner combien les mu'âmalât sont susceptibles de changement puisqu'elles relèvent de la "législation positive", d'où rigueur et souplesse à la fois dans l'application de la Charî'a. En conclusion, l'orateur souligna que "le système islamique se caractérise par son fondamentalisme (asâla), sa globalité, sa souplesse et son réalisme. Il prend en considération les vérités de la vie, les caractères des gens. Les principes ont fait leurs preuves. Le système islamique forme pour l'humanité une civilisation permanente, une révolution continue, un message immortel... L'Islam, dernier des messages célestes... , est un message général et mondial, valable pour tous les temps et tous les lieux, et donc pour tous les hommes".

Le Pr. CHULLIKAL s'attacha, dans une première partie, à situer exactement les idéologies existantes, leur genèse, leurs caractères communs, leurs limites (en face de leurs prétentions), leurs contradictions mutuelles et leur impuissance à répondre à tous les problèmes de l'homme en tant que personne humaine. Dans une deuxième partie, il précisa quel était "le domaine de la religion" qui, parce qu'elle est d'abord recherche de Dieu, embrasse donc, par le fait même, tous les aspects de la vie. Il exposa, dans sa troisième partie, comment la religion "en esprit et en vérité" est l'unique sauvegarde de la liberté inaliénable de la personne humaine, qui est personne non pas parce qu'elle est sociale, mais sociale parce qu'elle est personne d'abord ; il conclut cette partie en rappelant la position de l'Église sur les idéologies.

Ses dernières phrases expriment assez bien l'essentiel de toute sa communication, puisqu'il y affirma que "l'unité de la personne et la multiplicité de ses relations internes et externes, temporelles et spirituelles, individuelles et sociales, sont tissées ensemble et subordonnées à la vocation spirituelle intrinsèque, respectant pleinement la possibilité humaine de communion avec Dieu. Dans son économie divine, Dieu guide les efforts concertés de l'humanité dans la construction d'un royaume humain sur terre : nous participons donc avec Lui de façon optimiste à la création d'un monde meilleur. La foi chrétienne laisse donc la place à un pluralisme légitime. Nous ne sommes pas contraints par un seul "formulaire". La création continue est à la base même de notre espoir" (12).

Correspondant plus ou moins aux deux conférences de la matinée, les deux séances de l'après-midi devaient fournir l'occasion à tous les membres des deux délégations d'intervenir dans le débat pour le préciser ou le critiquer, en élargir les implications ou en restreindre les interprétations, sous la direction des deux "chairmen", le Pr. al-GHUWAYL et Mgr. ROSSANO, dont tous n'ont eu qu'à louer la délicatesse, la courtoisie et l'équité.

Exprimant sa satisfaction pour l'exposé du Pr. 'UTBA, Mgr. ROSSANO souligna une convergence possible entre Chrétiens et Musulmans : la grande confiance que les uns et les autres accordent à la raison humaine. Le Pr. CHULLIKAL, au-delà des analyses parallèles et parfois similaires des idéologies, rappela que, pour les Chrétiens, la religion "oriente" mais ne donne pas des "solutions toutes faites, une fois pour toutes" en vue de résoudre les problèmes de l'humanité. Pour le Pr. al-GHUWAYL, ce refus du Christianisme (à la différence de l'Islam) de prévoir un "ordre temporel" pour la cité terrestre concède à la raison une "autonomie dangereuse", dont elle abuse, hélas ! trop souvent. Le Pr. 'UTBA de renchérir alors, critiquant particulièrement le concept de "laïcité" et la réalité des "états laïques". Le P. CAMPS expliqua que le rôle de la religion était de "conscientiser" le croyant, tout en lui laissant la liberté d'inventer en matière de choix temporels. Le Pr. IBRAHIM posa alors deux questions à ses partenaires chrétiens : Est-il si vrai que le Christianisme soit apolitique, quand on relit toute son histoire? L'homme chrétien n'est-il pas trop souvent déchiré entre les exigences spirituelles de sa religion et le désarroi qu'il éprouve devant les choix politiques d'une cité qui ne s'en inspire pas ? Le P. BORRMANS tenta de démontrer combien, à travers la diversité des langages, il convenait de s'informer et de s'interroger scientifiquement sur la méthodologie chrétienne et la méthodologie musulmane quant à l'organisation de la cité temporelle ("Ne soyons pas trop pressés de faire descendre le ciel sur la terre !") (13). L'intervention du Cheikh Soubhi as-SALIH, qui tentait d'énumérer les points communs aux deux religions, se perdit dans le

brouhaha que suscita alors l'arrivée inopinée du Colonel Kadhafi (14) ; mais les débats reprirent aussitôt et, après que Mgr. SANGARE eut réclamé une meilleure distinction entre "religion" et "idéologie", le Pr. DAJJANI intervint longuement pour souligner l'importance dramatique du problème palestinien, le devoir qu'ont les croyants d'y trouver une solution juste et la nécessité d'une distinction rigoureuse entre judaïsme et sionisme. Enfin, pour répondre au P. ANAWATI ("Dans quelle mesure la Loi islamique est-elle souple ?), le Pr. UTBA exalta le "système juridique complet" de l'Islam en matière de droit familial, économique, etc... , avant que le Pr. CHULLIKAL ne rappelle, pour conclure, que les religions doivent se garder d'une grande tentation, celle de dégénérer en idéologies.

Pour la deuxième séance des débats, le Colonel Kadhafi se trouvait sur la scène, comme chef de la Délégation musulmane, alors que M. Muhammad Ahmad CHARIF demeurait président de séance. Après quelques mots de bienvenue pour la Délégation chrétienne, le Colonel lui posa quelques questions hors programme. Il demanda d'abord si "l'Etat du Vatican" est fondé sur des bases religieuses ou sur une législation séculière ; Mgr. ROSSANO lui fournit toutes informations utiles sur l'histoire du Vatican, jadis cimetière où fut enseveli l'apôtre Pierre après son martyre et aujourd'hui territoire autonome de 44 hectares qui assure au Pape une pleine liberté d'expression et au Saint-Siège une personnalité juridique internationale (15), ce qui permit au Colonel d'en conclure qu'il n'existe actuellement aucun état fondé sur la religion chrétienne alors qu'on peut en trouver un certain nombre qui sont fondés sur la législation islamique, la République Arabe Libyenne tout particulièrement. C'est alors qu'il demanda quelle pourrait bien être l'efficacité d'un tel colloque : la religion est-elle une idéologie pour la vie ? Un membre de la Délégation musulmane et Mgr. ROSSANO lui répondirent en reprenant les conférences du matin. La question rebondit alors : "y a-t-il une religion ou plusieurs religions ?" Le Pr. FARUQI rappela que Dieu est Unique et que la religion qu'il veut est donc "une à l'origine" et au terme, tandis que les réponses erronées des humains amènent, de fait, à la multiplicité. Le P. RËST-CROLLIUS exprima presque les mêmes choses en un langage chrétien qui insistait sur la "relation personnelle de tout homme avec Dieu" et le respect dû à toutes les religions existantes. Le Colonel en conclut que les avis étaient différents et donna l'impression de regretter que l'Islam et le Christianisme ne constituent pas une même religion, ce qui permettrait un "état unifié" ; il exposa alors longuement sa vision de l'Islam et de ses rapports avec les Chrétiens et les Juifs, soulignant au passage qu'il ne saurait jamais y avoir de jihad ("guerre sainte") entre Musulmans et Gens du Livre, puisque ces derniers sont des croyants, et souhaitant que tous soient mieux fidèles à leurs propres écritures : que les Musulmans fassent retour au Coran, les Chrétiens à l'Évangile et les Juifs à la Bible, et tout ira bien, semblait-il vouloir dire (16). Il invita alors l'auditoire à "collaborer pour combattre l'athéisme, phénomène dangereux" qui frappe surtout la jeunesse et signala qu'il voulait informer le Pape des ravages destructeurs que cet athéisme exerce dans la jeunesse chrétienne. Commentant enfin les passages essentiels de son Livre Vert (que chaque observateur venait de recevoir gratuitement), il attaqua violemment le principe de l'état laïque car les "législations laïques sont fausses parce qu'elles ont perdu leurs sources naturelles : la religion. et la coutume". De son point de vue, la "constitution des États ne doit pas dépendre des caprices des gouvernements, des dissensions des partis" ou de débats parlementaires, car seule "une législation sacrée" permet de "connaître le vrai du faux" (17).

Mardi 3 février : Patrimoine commun.

Le mardi 3 février devait connaître un climat plus religieux puisqu'il avait pour thème : Les bases doctrinales communes aux deux religions et les points de rencontre dans les divers secteurs de la vie. Le sujet fut traité par le P. Maurice BORRMANS, professeur à l'Institut Pontifical d'Études Arabes, de Rome, pour la partie chrétienne, et par le Pr. Ismâ'il FARUQI, professeur à Temple University, Philadelphia (U. S. A.), pour la partie musulmane (18).

Le P. BORRMANS, en se fondant sur la Déclaration conciliaire sur les relations de l'Église avec les religions non-chrétiennes, essaya de développer une longue méditation "spirituelle" à partir du patrimoine commun dont disposent les Chrétiens et les Musulmans pour une meilleure approche du mystère de Dieu et un meilleur témoignage de "croyants" dans la cité moderne. Dans une première partie, il évoqua "les voies de la connaissance de Dieu" pour aussitôt insister sur le monothéisme fondamental qui réunit Juifs, Chrétiens et Musulmans. Commenant avec le "Écoute Israël : Yahvé notre Dieu est le seul Yahvé, l'unique" et recourant sans cesse aux Psaumes les plus suggestifs ainsi qu'aux évangiles et aux épîtres, d'une part, et au Coran et aux traditions prophétiques (hadith-s), d'autre part, il invita l'auditoire à contempler tour à tour les plus révélateurs des "plus beaux noms de Dieu", au-delà des contenus théologiques dissemblables que Chrétiens et Musulmans ont pu leur donner au cours de l'histoire : les uns et les autres ne recherchent-ils pas "le Dieu Unique, Vivant et Subsistant", "Créateur des cieux et de la terre", "Qui aime les hommes", "Qui pardonne et fait miséricorde", "Qui

est digne de louange et de gloire", "Qui envoie des prophètes", "Qui ressuscite les morts et satisfait les âmes" ? Rappelant au passage que le "mystère de Dieu" nous sollicite et nous attend, signalant constamment les points où Chrétiens et Musulmans sont d'avis divergents (19) et proposant parfois quelque voie de dépassement, l'orateur insista également sur les "modalités communes" de la réponse humaine à l'appel de Dieu : la foi, le culte et la reconnaissance des "droits de Dieu" constituent l'essentiel de cet acquiescement et l'homme n'en est que mieux invité à "revêtir les mœurs de Dieu", selon une expression commune aux deux traditions religieuses.

Il appartenait à la deuxième partie de développer ce "témoignage des croyants" face aux mille défis du monde contemporain, car celui-ci ne saurait se contenter de leurs "dialogues théoriques et académiques". Occasion renouvelée, pour l'orateur, de méditer avec ses auditeurs sur les racines profondes, voire théologiques, de leur engagement au service de leurs frères à travers le "nous" répété de certaines phrases capitales : "C'est parce que nous croyons au Dieu vivant que nous œuvrons pour le respect de la vie partout où elle est menacée. C'est parce que nous croyons au Dieu juste que nous luttons contre toutes les formes de discrimination, que leur motif soit sexuel, racial, culturel, religieux ou national. C'est parce que nous croyons au Dieu libre de créer et d'innover que nous défendons partout les valeurs de liberté. C'est parce que nous croyons au Dieu qui est Paix et qui rassemble que nous nous efforçons de créer une fraternité internationale". S'inspirant alors du Document conciliaire L'Église dans le monde de ce temps, le P. BORRMANS souligna combien, pour leur humble part, les Chrétiens tentaient de vivre ce programme d'action, "conscients de la dignité de l'homme, soucieux de la communauté humaine et convaincus de la valeur des activités humaines" ; pour finir, il invita les Musulmans à un "dialogue des valeurs" dans un "service (commun) de la vie, de la justice, de la liberté et de la fraternité".

Pour sa part, le Pr. FARUQI, après avoir brièvement rappelé que "l'Islam et le Christianisme sont, tous deux, des religions du pardon et de la miséricorde, de l'affection et de la tolérance réciproques", préféra démontrer scientifiquement leur commune origine à partir d'une "religion primordiale", dont dériverait aussi le Judaïsme, religion qu'il invite à appeler "la religion arabe" (en non plus "sémitique") et dont l'aire primitive d'expansion aurait été "le Croissant fertile et la Péninsule arabique". Dès le temps d'Abraham-l'arabe "se sont cristallisés les quatre éléments fondamentaux" de ce tadayyun 'arabî : 1. dichotomie du réel, qui se voit composé de deux êtres distincts, le Créateur et la créature ; 2. communication établie par le Créateur avec sa créature par le moyen de la révélation (wahy) ; 3. don fait à la créature d'un pouvoir (qudra) qui lui permet de réaliser le projet (maqсад) du Créateur sur la scène du monde ; 4. réalisation des valeurs morales par la créature grâce à un supplément d'énergie et l'exercice de sa raison, d'où responsabilité et sanction.

L'orateur traita alors des divers domaines de "coopération" entre Chrétiens et Musulmans, demandant aux premiers de prendre conscience des méfaits du Sionisme, de renoncer au chantage exercé sur eux par le monde juif au titre des persécutions nazies et d'harmoniser leur dialogue judéo-chrétien avec les Musulmans "dont il convient de prendre l'avis en la matière". Le Pr. FARUQI rappela ensuite qu'il fallait distinguer entre Christianisme et monde chrétien, même si l'Église a parfois des attitudes ambiguës, se présente comme "l'Israël nouveau" et ne dénonce pas ceux des siens qui se font "les alliés du Sionisme" pour des raisons théologiques, car si les Chrétiens sont "sujets au bien et au mal, le Christianisme enseigné par Dieu à 'Isâ (Jésus) est impeccable". C'est alors que l'orateur partit en guerre contre les "méfaits" du monde chrétien, "le colonialisme et la mission" (20). L'auditoire entendit un long réquisitoire où la partie chrétienne se vit reprocher d'avoir facilité ou d'encourager encore bien des formes de colonialisme "de peuplement" ou de colonialisme "interposé" par le truchement "de traîtres ou de gouvernements fantoches". "Les missions chrétiennes (sont) un péché contre la liberté humaine", même si "l'effort de tout homme pour fournir à son prochain l'occasion de profiter de la sagesse suprême et de la vérité religieuse, doit être respecté" et si "la mission (tabshîr) en elle-même est une tâche morale et religieuse" tout à la fois : or "le monde chrétien, selon l'orateur, a trahit ce noble idéal" car "les missions chrétiennes, surtout auprès des Musulmans... , sont suprêmement suspectes et répugnantes" par suite, entre autres, d'une "collusion nécessaire entre mission et colonialisme". L'orientalisme lui-même fut pris à parti, pratiqué qu'il est par "des juifs, des athées et des penseurs libérés de tout souci religieux". Traitant enfin des sciences humaines, le Professeur demanda que la raison y retrouve ses limites, afin d'aboutir à une saine "connaissance", un "comportement moral", une "famille" équilibrée ainsi qu'au refus de tout "racisme" et de tout "matérialisme". Le colonialisme revint au banc des accusés à propos de la Palestine avant que l'orateur ne termine enfin en condamnant tout nihilisme et en rappelant que le Christianisme et l'Islam sont des "religions d'espoir et d'optimisme".

Les séances du mardi après-midi se ressentirent du ton contrasté des conférences de la matinée et c'est pourquoi la Délégation chrétienne accepta que la parole fût d'abord donnée à un membre de la Délégation musulmane.

Le Cheikh Soubhi as-SALIH présenta longuement le texte d'une conférence qu'il avait projetée sur le même sujet (21) puis, après avoir remercié le P. BORRMANS pour son texte, rappela les difficultés de toute théologie comparée et souligna un certain nombre de différences essentielles, ce que lui concéda volontiers son partenaire. "La science provient de la foi", affirma ensuite le Pr. TURKI, qui en donna maintes preuves ; "il n'y a pas d'opposition entre raison et révélation", reprit le P. CAMPS, qui en fournit quelques exemples. Le Pr. ach-CHAHATI rappela opportunément que "le comité préparatoire avait insisté pour que les orateurs soulignent les accords et non les désaccords... Il est inutile de ressasser les faits du passé. Nous n'avons pas à nous blâmer les uns les autres, mais à nous ouvrir aux horizons nouveaux pour mettre l'accent sur les moyens de coopérer", propos qui recueillirent l'adhésion chaleureuse de Mgr. ROSSANO. Pour sa part, Mgr. SANGARÉ suggéra qu'il conviendrait de distinguer entre "mission" et "propagande religieuse" et souhaita délicatement que le partenaire musulman s'exerce un peu à "l'autocritique". Le Pr. MAHMUD rappela que le dialogue doit être irénique en même temps qu'efficace, car "le danger commun, ce sont les falsificateurs du Sionisme", à preuve une édition récente de l'Évangile, publiée à Jérusalem, où les Juifs auraient introduit 260 "défigurations" du texte original. Mgr. DIONE intervint ensuite pour signifier à tous que le réquisitoire du P. FARUQI contre les missions chrétiennes n'était pas vrai pour l'Afrique Noire. Le Pr. IBRAHIM, au cours d'une longue et riche intervention, rappela qu'"il n'y a jamais de rose sans épines" : il se réjouit de ce que la Déclaration conciliaire sur l'Islam tourne enfin la page d'une histoire trop "chargée" et en remercie les Papes Jean XXIII et Paul VI, il souhaita qu'on aille plus loin et que des théologiens se prononcent enfin sur la prophétie de Muhammad, il émit le vœu que les Instituts Catholiques s'ouvrent largement aux Professeurs musulmans invités pour une meilleure connaissance réciproque et une plus juste information de la jeunesse chrétienne sur l'Islam.

Au seuil de la deuxième séance, Mgr. ROSSANO signala au Pr. MAHMUD que "l'édition dite falsifiée d'un Évangile" n'était rien d'autre qu'une édition critique d'une version déterminée où le chercheur avait eu l'honnêteté de dire, dans sa préface, qu'il faisait choix d'une lecture "minoritaire" (et donc de faible valeur), tout en citant en notes les leçons de tous les autres manuscrits (21 bis). Mgr. SANUSSI témoigna ensuite, à titre personnel, du libéralisme de la société africaine nigériane où la "grande famille" voit coexister pacifiquement Chrétiens et Musulmans, et respecte même le libre choix d'un chacun en matière religieuse ; il signala aussi que les missions musulmanes ne sont pas toujours exemptes d'erreurs. Le Pr. ach-CHAYBANI remercia le conférencier chrétien pour sa méditation sur les "qualités" de Dieu, pour ajouter aussitôt qu'il ne fallait pas oublier les divergences quant à l'unité de Dieu, la prophétie, l'inspiration, etc... et pour souhaiter que les Chrétiens et les Musulmans précisent davantage les limites de leurs "points d'accord". Son collègue, le Pr. al-GHUWAYL, redit son accord avec le P. BORRMANS pour le "patrimoine commun" et fit observer que les propos du Pr. FARUQI tendaient à démontrer qu'il faut aussi construire une "histoire commune", car "notre destin est le même". Le Président de séance, le Cardinal PIGNEDOLI, donna alors la parole, exceptionnellement, à deux membres de l'assemblée, un cheikh musulman qui énuméra une série de faits historiques prouvant à souhait "la tolérance musulmane à l'égard des Chrétiens" et revint sur la question de la prophétie de Muhammad, et le Pr. André MANDOUZE qui proclama que "la religion peut être la meilleure ou la pire des choses selon qu'elle est fidèle ou qu'elle est pervertie, le pire sacrilège étant d'invoquer Dieu pour mieux combattre les hommes" et qui affirma "qu'il n'y a pas de politique tirée de l'Écriture Sainte" et que "notre erreur serait grande si, nous autres croyants, nous confisquions en quelque manière Dieu à notre profit" (22). Avant que la séance ne soit enfin levée, les deux orateurs du matin reprirent les grandes lignes de leurs exposés, mais le Pr. FARUQI crut nécessaire, en une brève mais violente apologie personnelle, d'adresser bien des critiques à son partenaire, reprenant à son compte nombre de thèmes chers à la polémique musulmane anti-chrétienne.

Mercredi 4 février : Foi et justice sociale.

Prolongement naturel du thème abordé le mardi, celui du mercredi 4 février posait un problème des plus concrets : La justice sociale, comme fruit de la foi en Dieu. Le sujet fut traité, d'abord par le Pr. Ibrahim al-GHUWAYL, homme de loi, pour la Délégation musulmane, et, ensuite, par le P. Arnulf CAMPS, professeur à l'Université de Nimègue, pour la Délégation chrétienne (23).

Le Pr. al-GHUWAYL, d'une éloquence rare, explique d'abord aux Chrétiens quel est le sens profond de la parole "justice" ('adl) en arabe. Partant de là, l'orateur présenta, en s'aidant de nombreuses citations du Coran, la "vision économique" du monde telle que la fixe la révélation

coranique, l'interprète la tradition islamique et l'applique le socialisme libyen : ce fut un excellent exposé de Fiqh en matière de mu'âmalât. Il démontra d'abord que la culture musulmane se fonde avant tout sur cette certitude centrale que l'homme est l'esclave de Dieu, esclave ('ubûdiyya) qui le libère de tous les autres esclavages (aliénants), d'où la fraternité entre tous les humains et la jouissance commune de toute la création. Il établit ensuite, à partir de quelques termes-clés coraniques, que toutes les cultures non islamiques se révèlent impuissantes à tout sauvegarder de l'homme tandis que la culture islamique "charge l'homme d'une mission", à savoir de "remercier Dieu par le travail, sans être jamais injuste envers lui-même ni envers ses frères", mission qui le situe très loin des voies économiques du matérialisme, pratique ou historique, adopté par les capitalistes et les autres athées. Établi "vicaire" (khalifa) de Dieu sur terre, l'homme se découvre bénéficiaire de l'universelle "soumission" puisque Dieu lui a tout soumis (sakhkhara), minéraux, végétaux et animaux (les versets coraniques abondent à ce sujet). Il en découle une "surabondance de ressources terrestres, absolument suffisante pour assurer à tous les hommes de quoi vivre humainement". Il suffit alors d'obéir à la Loi (Charî'a) de Dieu.

Dans sa deuxième partie, l'orateur fournit toutes les précisions concernant la doctrine islamique classique et l'option socialiste libyenne en matière de propriété des biens et de rémunération du travail. Les buts de la mise en valeur étant précisés par la Charî'a, la propriété (milkiyya) se voit soumise au projet de Dieu et confiée aux hommes ; les bénéfices et les revenus sont à considérer comme un "bienfait" (rizq) de Dieu à répartir selon la justice sociale, d'où se voient justifiées, en Islam, la "propriété publique" qui englobe tout ce qui est directement créé par Dieu et la "propriété privée" qui est concédée aux individus par la communauté en des matières dont celle-ci n'a pas besoin ou bien en d'autres qui ne peuvent être mises en valeur que par l'initiative privée. Cette propriété privée est alors soumise à des lois et la zakât (part de surplus des riches due aux pauvres, sur laquelle l'orateur donne force détails) assure la "purification" des richesses personnelles et entraîne donc une certaine "sécurité sociale" : le travail, la foi et la science coopèrent ainsi au développement dans tous les domaines, en garantissant l'"action juste" : l'accès aux bénéfices n'est qu'un "droit à l'usufruit" et les infirmes ont leur part des biens du Créateur, grâce à une "juste répartition des richesses".

Le P. CAMPS fit une conférence plutôt sommaire. Abordant la question par "la voie empirique" et analysant les dimensions socio-économiques de la justice sociale en des sociétés non-monothéistes (l'Inde et ses castes et ses "sans abri" ; le Bouddhisme et son effort pour s'évader du monde ; les religions "primitives" qui entrevoyaient difficilement une justice sociale au-delà des solidarités de clan ou de tribu), l'orateur en concluait que "la justice sociale a quelque chose à voir avec la foi en Dieu. L'homme est une unité, et nous ne devrions jamais séparer sa vie matérielle de sa vie spirituelle". "Quelles sont (donc) les valeurs spirituelles des religions monothéistes qui encouragent le développement de la justice ?". Elles sont quatre : 1. foi en un Dieu personnel qui a fait de chaque homme une personne : Dieu et les hommes collaborent ; 2. évaluation positive de la création ; 3. conception linéaire de l'histoire tendue vers son futur, un Royaume de paix, de justice, d'unité et d'amour où Dieu a son dessein ; 4. conscience de la nature sociale de l'homme : la justice se construit en communauté avec ceux de notre religion et avec tous les hommes. La "partie doctrinale" fut presque une conclusion, puisqu'à partir du texte-clé de Luc 4,14-22, qui reprend le message des prophètes sociaux d'Israël (Isaïe 61,1-2 et Amos 5,7-12), l'auteur rappela qu'"il faut être en relation (vraie) avec Dieu par la prière et l'obéissance (pour) travailler à ce Royaume et, donc, éliminer la pauvreté, libérer les prisonniers, guérir les aveugles et les malades, aider ceux qui ploient sous les difficultés de la vie". Le Coran affirme, d'ailleurs, la même chose et la résume dans sa Fâtîha.

Les échanges de l'après-midi ne firent qu'amplifier la différence de méthodologie qui caractérisait les séances du matin et, surtout, la divergence profonde des points de vue musulman et chrétien à propos du thème de la journée. Les deux orateurs soulignèrent tour à tour ce qu'ils avaient de commun, mais le Pr. Al-GHUWAYL constata aussi que le Christianisme ne donne aucune "indication pratique" tandis que le P. CAMPS rappelait que, pour les Chrétiens, "la société humaine peut être pluraliste" en ses choix économiques. Le Pr. MAHMUD déclara que la conférence du P. CAMPS confirmait les Musulmans dans leur conviction que l'Évangile ne donne que des conseils alors que l'Islam apporte une Loi divine bien précise qui résout tous les problèmes concrets de la vie. L'intervention du Pr. CHULLIKAL, qui insista sur la vision "spirituelle" du Chrétien, ne fit qu'encourager le cheikh Soubhi as-SALIH dans sa critique de l'angélisme évangélique : le Christianisme "rend à César ce qui est à César" et refuse toute théocratie ; seul l'Islam assume totalement le spirituel et le temporel, en "organisant l'un et l'autre". Le P. ANAWATI, tout en signalant qu'il existe une "doctrine sociale de l'Église" et des Encycliques en la matière, rappela à ses partenaires que "l'Église ne prétend pas prendre la place des économistes" (car "l'économie politique est une science qui a son autonomie propre") et qu'il y a beaucoup d'incroyants parmi ceux qui luttent pour la justice sociale. Pour sa part, le Dr. ach-CHAHHATI reprocha au P. CAMPS le caractère

unilatéral de son "approche empirique" (l'anthropologie des religions non-monothéistes n'est pas la seule cause des injustices sociales), souligna qu'à la différence de la foi chrétienne, la foi islamique est, en même temps, "métaphysique et sociologique" et demanda si, concrètement, la religion chrétienne fournit des "modèles de valeurs". Le P. GOMEZ NOGALES essaya d'illustrer l'engagement des Chrétiens au service de la justice en énumérant tout ce qu'ils font pour les travailleurs musulmans en Europe occidentale.

A la reprise du débat, le Dr. ach-CHAHHATI énuméra une foule de mesures concrètes pour "poursuivre le Séminaire", informa l'assemblée de tous les efforts de la République Arabe Libyenne pour venir en aide aux opprimés du monde entier, rappela les règles de tout vrai dialogue et ajouta même qu'il fallait envisager un "dialogue avec les athées". Le P. ROEST-CROLLIUS exposa ensuite la "théologie chrétienne des réalités terrestres" pour mieux légitimer "l'autonomie" que les Chrétiens leur reconnaissent. Critiquant les interlocuteurs chrétiens et soulignant "les silences de l'Église", le Pr. IBRAHIM insista pour qu'on fournisse une "définition islamo-chrétienne du dialogue" (Pourquoi se rencontrer ?). Le P. CAMPS ayant repris certains points de son exposé, le Pr. IRAJ se lança dans une violente diatribe contre les collusions de l'Église avec le Marxisme en certains pays ou avec des expériences socialistes en d'autres (Tanzanie) et affirma que ce n'est pas la religion qui résout les problèmes du sous-développement mais la science et la technologie. Le Pr. al-GHUWAYL résuma la position chrétienne et réaffirma que, pour les Musulmans, les questions sociales relèvent de la politique et que celle-ci dépend de la Loi islamique. Le Dr. ach-CHAHHATI rappela, pour conclure, que la "Commission musulmane pour la préparation du Colloque" avait promis au Vatican qu'on n'aborderait pas les "problèmes politiques" et qu'elle désirait que tous honorent cette promesse.

Jeudi 5 février : Vers une estime réciproque.

Le jeudi 5 février était appelé à connaître bien des surprises puisque le thème de ce dernier jour était religieux et pratique tout à la fois : Comment œuvrer pour combattre les préjugés et les malentendus qui nous séparent ? Ce sujet fut traité par le P. Jacques LANFRY, curé en Algérie, pour la partie chrétienne, et par le Pr. Muhammad al-'AYCHUBI, penseur algérien résidant en France (24).

Le P. LANFRY, après un rapide survol des treize siècles d'histoire commune où Musulmans et Chrétiens se sont plus souvent opposés que rencontrés, articula sa conférence en quatre points. Il nous faut, précisa-t-il d'abord, "reconnaître les erreurs et les injustices du passé" : s'il y a eu des "rencontres pacifiques" et enrichissantes, surtout dans le très haut Moyen-Age, il faut avouer que les croisades puis l'expansion européenne avec ses formes récentes connues sous le nom de colonialisme et d'impérialisme n'ont fait que "brouiller les cartes" et "accumuler des ressentiments", sans parler du "vaste malentendu culturel et religieux" que tout cela a engendré. Les responsabilités sont partagées, mais tous sont invités (comme le déclare le récent Concile) "à oublier le passé et à s'exercer à la compréhension mutuelle" à travers un pardon réciproque. C'est pour cela que l'orateur demanda "pardon de tous les manques de respect et de toutes les incorrections, en parole et en écrits, à l'égard de Muhammad, le Prophète respecté de l'Islam" (25). Il invita ensuite les uns et les autres à "mesurer l'importance des préjugés à combattre", car il faut d'abord les reconnaître, en déceler les causes et en mesurer la gravité : il signala alors, à titre d'exemple, ce que les Chrétiens ont récemment entrepris pour se libérer de toute fausse représentation de l'Islam et des Musulmans (car il n'est pas vrai que l'Islam soit "fatalisme, juridisme, laxisme, fanatisme, immobilisme, etc...").

La troisième partie de l'exposé énuméra "les efforts tentés par les Chrétiens" depuis le Concile de Vatican II grâce, d'une part, au Secrétariat (du Vatican) pour les relations avec les non-Chrétiens et ses divers publications (surtout Orientations pour un dialogue entre Chrétiens et Musulmans) (26) et grâce, d'autre part, aux nouvelles initiatives des Églises locales : information exacte des chrétiens sur l'Islam, recherches des théologiens, historiens et exégètes quant à la signification religieuse de l'Islam, condamnation de tout prosélytisme qui méconnaîtrait les exigences de la "liberté religieuse", absence de toute discrimination religieuse ou raciale dans l'aide chrétienne au Tiers-Monde, dimensions mondiales du dialogue islamo-chrétien où le Christianisme ne peut et ne doit plus être confondu avec l'Occident européen. Dans sa quatrième partie, le P. LANFRY s'adressa directement aux Musulmans pour leur exprimer non point des griefs mais des regrets, car ce dialogue islamo-chrétien ne pourra pas progresser tant que les Chrétiens se sentiront blessés par "le doute que (les Musulmans jettent sur leur monothéisme" (lequel "est aussi intransigeant" que le leur), tant que les Chrétiens se verront accusés d'avoir "manipulé" leurs Écritures (lesquelles seraient donc fausses !), tant que les Musulmans, et certains Chrétiens avec eux, concevront le dialogue comme une "Sainte Alliance contre les forces du matérialisme ou du communisme", tant que les Musulmans ne feront aucune distinction "entre les efforts (des Chrétiens) et ce que font leurs États (laïques ou athées) dont ils sont de libres citoyens" et

tant que les uns et les autres opteront pour des doctrines intransigeantes qui rendent la coexistence difficile dans des sociétés qui ne seraient pas pluralistes. Pour conclure, l'orateur invita Chrétiens et Musulmans à la patience, car c'est aussi l'un des "attributs" de Dieu (27).

Le Pr. al-'AYCHUBI, pour supprimer "la méfiance et la suspicion réciproques (qui existent) entre Musulmans et Chrétiens" et nouer des "rapports nouveaux", n'a pas pensé mieux faire que de répondre en toute "franchise et sincérité" à la question : "Pourquoi y a-t-il eu préjugés et dissensions ?", car il convient de "tirer les enseignements d'un passé fâcheux". Sa conférence s'attacha particulièrement à ressusciter ce passé et à ressasser bien des accusations classiques contre le monde chrétien, les Papes et les Églises. Se référant surtout à des auteurs européens mais choisis unilatéralement, il brossa une vaste fresque historique pour condamner les Croisades, leurs "brutalités inqualifiables" et "leur destruction systématique... de l'Islam" (tout en leur reconnaissant aussi "des facteurs économiques et démographiques"), critiquer les entreprises subséquentes des "capitalistes italiens" dans les Échelles du Levant et dénoncer "le processus de la colonisation et la pénétration européenne en Afrique et en Asie", dont le résultat le plus clair fut de diviser la planète en un "hémisphère de l'opulence et de la technologie" et un "hémisphère de la faim et de l'analphabétisme".

Les missionnaires chrétiens, alliés naturels de "l'administrateur, du soldat et du marchand", furent accusés d'avoir constitué "l'avant-garde de la colonisation" et d'avoir "tenté de décapiter les forces musulmanes" et l'Europe, qui avait reçu "gratuitement", des Arabes, leurs sciences et leurs techniques, au seuil de sa Renaissance, se vit reprocher d'avoir préféré jouir égoïstement de ses progrès technologiques et d'en avoir fait un outil de domination, aidée en cela par la science de ses Orientalistes qui œuvrèrent à "dénaturer" l'Islam pour "occidentaliser les Musulmans". C'est pour renouveler "l'esprit de confiance" et dépasser les injustices du passé que l'orateur invita les Chrétiens à refuser désormais leur collaboration à un "ordre international oppresseur et injuste" : qu'ils s'engagent donc avec les Musulmans "en faveur de la paix en Palestine en (condamnant) le Sionisme", que le Pape renonce à tout statut spécial pour Jérusalem ou ses Lieux Saints, que les richesses "matérielles et technologiques" de l'Occident soient partagées avec tous et que les Chrétiens interviennent dans toutes les situations d'injustice dont la liste est sans fin en Asie, en Afrique et en Amérique, pour que "se liquide (enfin) notre contentieux séculaire (contentieux Orient-Occident)". Dix propositions concrètes, presque toutes politiques, furent enfin formulées par le Pr. al-'AYCHUBI en guise de conclusion, ou de prémisses à une "ère nouvelle".

Les débats de l'après-midi devaient naturellement être marqués par la différence de ton et le contraste des méthodes des orateurs de la matinée. Le fait est qu'ils furent plus iréniques qu'on ne s'y attendait (28).

Le P. LANFRY rappela qu'on ne pouvait que proposer des "pierres d'attente" pour construire ensemble et Mgr. ROSSANO, tout en essayant de relever les aspects positifs de la conférence du Pr. al-'AYCHUBI, fit savoir à l'assemblée que la Délégation chrétienne jugeait inutile de répondre à ses attaques. Le Pr. IBRAHIM tenta d'effacer auprès de tous la pénible impression qu'avait faite l'exposé de son collègue et redit tout le bien qu'il pensait de la conférence du P. LANFRY. Il répondit à ses questions en signalant que les "non musulmans" jouissent de tous leurs droits de dhimmî-s en pays musulmans, en reconnaissant que les Chrétiens sont des monothéistes bien que "l'unicité" ne soit pas la même et rappelant que l'Islam est indulgent pour les Chrétiens depuis ses origines. Il loua ensuite l'œuvre missionnaire de charité et de promotion humaine mais la jugea inutile, voire offensante, en pays musulmans ; il demanda enfin que l'Église explicite son attitude de fond quant au problème d'Israël, du Sionisme et de la Palestine. Oui, dit-il, "il est plus que temps de dialoguer à des niveaux très spécialisés". C'est d'ailleurs ce qu'il avait voulu expliciter dans un document qui était alors en cours de distribution (29). Le Pr. DAJJANI reprocha à certains orateurs musulmans une "vision partielle de l'histoire", car il y a eu des périodes de "coexistence heureuse" et aussi des... conquêtes islamiques ! Il souligna combien les perspectives ouvertes par le P. LANFRY laissaient présager un dialogue fructueux. Le P. CAMPS fit alors une brève mais pertinente "mise au point historique et exégétique" à propos du Pseudo-Evangile de Barnabé, apocryphe des XV^e-XVI^e siècles, dont la mention trop souvent répétée par les Musulmans comme "référence évangélique" ne peut qu'être un obstacle de plus au dialogue (30). Le Pr. KARAR invita chacun des observateurs à se faire l'apôtre de cette lutte contre les préjugés inutiles : ce sera la preuve que "notre foi est efficace" ! Mgr. SANGARE insista enfin sur trois choses : ne pas importer en Afrique Noire les querelles et conflits qui ne concernent que les Chrétiens et les Musulmans du Bassin méditerranéen, éviter les slogans simplistes ("Le Christianisme est la religion des Blancs, l'Islam est la religion des Noirs"), respecter toutes les minorités, et partout.

A la reprise de séance, le Pr. al-GHUWAYL souligna combien la conférence du P. BORRMANS, l'exposé du P. LANFRY et l'intervention du Pr. IBRAHIM avaient élevé le débat et répéta, à leur suite, que le dialogue suppose compréhension de l'autre, dans sa différence même, et aussi sympathie et solidarité ; il ne tend pas à constituer une seule et même religion, mais à s'aider pour une action concertée en vue du bien de tous. Que chacun fasse entrer la religion de l'autre dans sa "vision du monde" et que tous inventent des "suggestions concrètes". Le P. CUOQ fit remarquer à l'assistance que c'était justement l'un des buts de l'Orientalisme que de mieux faire connaître l'Islam aux Occidentaux. Le P. LANFRY souhaite, pour finir, qu'on élabore "un vocabulaire commun du dialogue", que l'on renonce aux "générosités verbales" pour leur préférer les "engagements silencieux" et que l'on n'oublie pas que "les choses ne sont pas simples", comme l'a laissé comprendre l'orateur musulman du matin.

Vendredi 6 février : Conclusions.

Le vendredi 6 février devait être celui des Conclusions Générales, au terme d'une seule séance de clôture en fin d'après-midi. Les observateurs étaient fatigués et les membres des Délégations encore plus car le Séminaire, au fur et à mesure qu'il déroulait ses fastes en séances et hors séance, avait multiplié la lecture de télégrammes de soutien ou de félicitations et avait, de plus en plus, donné la parole aux membres de l'assemblée, lesquels très souvent dépassèrent largement le temps qui leur était imparti (31). On y renouvelait les remerciements à la République Arabe Libyenne et à son chef prestigieux, on y multipliait les déclarations politiques et on y pria instamment les Chrétiens de se prononcer sur la prophétie de Muhammad (32), car il s'y affirmait un "climat arabo-musulman" qui allait crescendo et où le politique et le religieux ne se connaissaient plus de frontières. Un Office d'information offrait d'ailleurs, dans le vestibule, les textes des conférences musulmanes (33) ainsi que toute la littérature officielle de la République Arabe Libyenne (discours du Chef de l'État, manuels de propagande, réalisations du régime, etc...) et la presse, locale ou internationale, ne donnait que plus de résonance à ce ton arabo-musulman qui caractérisait tout spécialement le quotidien *al-Hiwâr* (Le Dialogue), créé précisément pour la durée du Congrès. On aurait pu souhaiter que cette presse fût plus fidèle à donner une image exacte de ce que vivaient et disaient les interlocuteurs rassemblés dans l'enceinte du Théâtre de la Libération (34).

C'est dans ce climat indéfinissable que furent donc lues les Conclusions Générales, en arabe, par le cheikh Soubhi as-SALIH, après que les deux chefs de Délégation, le ministre Muhammad Ahmad CHARIF et le Cardinal Sergio PIGNEDOLI eurent, tour à tour, remercié l'assistance et les membres des Délégations pour leur travail, leur assiduité et leur esprit de dialogue. Le texte (35) en était long et dense même si l'on peut y regretter de nombreuses imprécisions de vocabulaire et de désignation (36). Après avoir rappelé "le but de ce Séminaire" ("créer une atmosphère de confiance réciproque entre le Monde musulman et le Monde chrétien") et les difficultés de l'heure présente pour les Croyants, le Rapport résuma très honnêtement l'essentiel des conclusions "dialogiques" qu'il convenait de tirer des exposés et des débats de chacune des quatre journées, les "deux parties" étant d'accord pour "considérer la religion au-dessus de toute idéologie... , affirmer la coïncidence (convergence) des deux religions dans la croyance en Dieu, l'Un et l'Unique... (reconnaître) que la justice sociale est le fruit de la foi en Dieu... (et) commencer une nouvelle page (de l'histoire) basée sur le respect, la coopération et l'action commune pour le bien de l'Humanité".

C'est "par souci de concrétiser (ces) nobles objectifs" que le Séminaire proposait alors une longue série de vingt-quatre paragraphes de contenu et de caractère assez disparates où transparait parfois le caractère improvisé de leur rédaction et où semble se refléter aussi un difficile effort d'équilibre ou une tendance au compromis. On peut les résumer comme suit :

1. Foi en Dieu,
2. Honneur (takrîm) dû aux Prophètes et aux Messagers,
3. Engagement moral enraciné dans la foi,
4. Religion à "la base de toute législation juste",
5. Dignité de l'homme et mobilisation contre toutes les formes d'injustice,
6. Refus de toute discrimination raciale,
7. Collaboration internationale pour l'aide au Tiers-Monde,
8. Liberté religieuse à proclamer et à défendre,
9. Mission de Paix de toutes les religions,
10. Nécessité de coordonner les progrès de la science et l'approfondissement de la foi,
11. Souci commun d'une éducation religieuse de la jeunesse,
12. Libre circulation pour les Livres Sacrés traduits en toutes langues,

13. Souhait chrétien que les Musulmans étudient scientifiquement le caractère authentique de la Bible,
14. Souhait musulman de voir la Mosquée de Cordoue "séparée de l'église" qui s'y trouve,
15. Effort commun pour une présentation objective de l'autre religion dans les diverses publications,
16. Échange de professeurs au niveau des Facultés de théologie,
17. Renonciation réciproque aux méthodes déloyales de prosélytisme,
18. Intérêt commun pour le Liban qui, "victime d'une subversion camouflée en conflit confessionnel", doit être maintenu dans son unité et ses chances de dialogue interconfessionnel,
19. Échange libre et gratuit des technologies au plan international,
20. Distinction confirmée entre Judaïsme et Sionisme,
21. Affirmation des "droits nationaux du peuple palestinien" et d'un intérêt commun pour la sauvegarde de Jérusalem,
22. Recours aux voies du dialogue "dans d'autres situations critiques",
23. "Constitution d'une Commission mixte" pour poursuivre le présent dialogue,
24. Salutations "à son Excellence le Colonel Kadhafi".

Les Conclusions s'achevaient enfin par des remerciements adressés à tous ceux qui avaient œuvré, "même humblement", au succès du Séminaire et par une action de grâces envers "le Dieu Tout Puissant" qui avait accordé "cette rencontre dans une vie fraternelle". Finis les applaudissements, l'assemblée écouta, silencieuse, le chant de l'Évangile : "J'ai eu faim et vous M'avez donné à manger..." (Matthieu 25,31-46) puis la psalmodie du Coran (les sourates al-'Alaq et al-Fâtiha), pour se rendre ensuite au Palais du Peuple où l'attendait une réception de clôture (37).

Tout n'était pas fini, car les paragraphes 20 et 21 des Conclusions (38) semblaient trahir, par leur contenu politique, l'esprit de dialogue principalement religieux qui avait régné au cours du Colloque et qui se reflétait largement dans les vingt-deux autres paragraphes. La "lecture politique" que de nombreux journalistes avaient faite du Séminaire, dès son commencement, y trouvait soudain sa confirmation et sa justification. Le fait est que "le Cardinal PIGNEDOLI ne cacha pas sa désapprobation et (que) Mgr. ROSSANO dit sa consternation" (39). Une conférence de presse, qui devait préciser les choses dans la soirée, n'eut jamais lieu (40). Comment donc expliquer cet "incident final" ou cette "conclusion négative d'un colloque positif" (41) alors que les personnes bien informées savaient que la Délégation chrétienne avait préparé, pour sa part, d'excellentes Conclusions générales (42). "Honnêtement rien ne permet de... parler de "piège" de la délégation libyenne ; l'explication la plus simple (et la plus vraie) est celle-ci : tout est dû à la fatigue extrême des experts, à la hâte insensée mise à la rédaction des conclusions et à l'absence de "re-lecture" des textes par la délégation chrétienne... (ou) par son président, qui lui-même n'en connaissait pas la teneur au moment de la proclamation publique et n'avait sous les yeux aucune traduction officielle, pour la bonne raison qu'il n'en existait alors aucune en anglais ou en français" (43). Très tard dans la nuit, "le Cardinal et la commission catholique rencontrèrent les chefs de la délégation musulmane et leur firent part de leur désaccord quant aux paragraphes 20 et 21, (arguant de) l'incompétence totale de la délégation catholique à se prononcer sur des problèmes d'ordre politique. Ils proposèrent d'accepter les points 20 et 21 comme expression de la partie musulmane, s'engageant à les transmettre comme telle aux autorités compétentes du Saint-Siège. L'entretien fut poursuivi dans la matinée du samedi et l'on se mit d'accord sur une formule qui permettrait aux autorités du Saint-Siège de se dissocier du texte préparé par les experts" (44). C'est ainsi que, dès son retour à Rome, "le Cardinal PIGNEDOLI lut cette formule à Radio Vatican" et en fit le commentaire au cours d'une conférence de presse. Le 11 février, *l'Osservatore Romano* publiait la réponse des "autorités du Saint-Siège, compétentes en la matière" : elle était négative (45).

Faut-il en conclure que le Séminaire a échoué et que l'incompréhension demeure ? Ce serait oublier tout ce que les participants ont vécu intensément au cours de ces journées que certains ont qualifiées d'historiques, malgré l'accumulation des paradoxes et le foisonnement des ambiguïtés. "Ce qui est sûr, comme l'a déclaré le Pr. A. MANDOUZE, c'est qu'à Tripoli on a puisé de part et d'autre, et les uns dans les autres, beaucoup de courage et d'honnêteté, c'est qu'on a commencé à se connaître et à se reconnaître, c'est qu'on ne pourra plus faire de l'autre un épouvantail étranger aux réalités vivantes, c'est qu'on ne pourra plus juger sans entendre" (46). "Le fait est, reconnaît le P. LANFRY, que des Musulmans et des Chrétiens ont accepté de se déranger pour se voir, se parler et vivre ensemble amicalement" (47). Bien plus, tous y ont éprouvé les vertus imprévues d'une rencontre où la foi a quelque chose à dire ; l'un d'entre eux a témoigné, pour sa part, "de l'émotion intense ressentie, non seulement à voir ces hommes venus de tous les horizons tourner les uns vers les autres des visages amicaux, mais tourner ensemble leurs regards et leurs cœurs vers l'Invisible témoin de cette rencontre"

(48). Pour le Pr. 'UTBA, enfin, le résultat le plus important est que "le Séminaire a tracé une voie vers un avenir où les relations entre Musulmans et Chrétiens sont caractérisées par la compréhension et l'entente" (49).

Le Séminaire de Tripoli a fourni la preuve que Chrétiens et Musulmans étaient capables de réviser leurs vocabulaires sinon leurs attitudes afin de tendre à un langage commun sur les réalités de la foi et sur nombre de problèmes contemporains : c'était souligner combien le dialogue est nécessaire et urgent entre les uns et les autres et combien les deux parties ont à se libérer de tout complexe ou de toute suffisance (50) pour se retrouver également respectueuses l'une de l'autre dans la fidélité à leur propre tradition et l'accueil de l'expérience religieuse de l'autre ; un "vocabulaire du dialogue" reste néanmoins à créer, car le Colloque a trop souffert de monologues juxtaposés. C'est dire aussitôt que "ne dialogue pas qui veut", mais que la rencontre exige discipline et méthode, préparation scientifique et "regard théologique", outre une sympathie et une bienveillance effectives, car Chrétiens et Musulmans viennent souvent d'horizons et de niveaux culturels très différents : si le Colloque de Tripoli a eu le mérite de "sensibiliser" plusieurs centaines de Musulmans et de Chrétiens aux appels du véritable dialogue, il n'a pas eu le temps de leur en faire découvrir toutes les exigences de rigueur bien qu'il ait pu leur faire entrevoir l'étendue des domaines où la recherche commune doit prochainement s'exercer. "Un travail scientifique s'impose" donc, comme le déclare le Pr. Mohammed ARKOUN, dans les domaines de "l'histoire, (de) l'approche linguistique des textes religieux et (de) l'approche sociologique de la vie religieuse", tout comme une collaboration effective et efficace au service de la vie, de la justice, de la paix et de la fraternité dans le monde contemporain. C'est un peu ce à quoi invitaient les meilleures des Conclusions du Séminaire de Tripoli.

Maurice BORRMANS

NOTES

1. cf. André Mandouze, Paradoxes à Tripoli, in *Le Monde* (Paris), 13/2/1976, p. 3, qui ajoutait : "Aussi bien j'admets parfaitement la légitimité de l'interprétation politique donnée ici même par Eric Rouleau en ce qui concerne la pièce en cinq actes à laquelle nous avons tous deux assisté à Tripoli", le but de son article étant de "faire saisir, à ceux qui n'ont pas assisté au spectacle, la complexité religieuse d'une intrigue sans commune mesure avec la conclusion donnée le cinquième jour aux quatre journées précédentes".
2. Citons, entre autres titres révélateurs de chacune des deux tendances :
 - Eric Rouleau, Le colloque islamo-chrétien de Tripoli avalise les thèses du colonel Kadhafi sur le problème palestinien, in *Le Monde* (Paris), 8-9/2. 1976, p. 3,
 - R. S. , "Il n'y a pas de "tournant" dans l'attitude du Saint-Siège vis-à-vis du problème palestinien", écrit "l'Osservatore Romano", in *Le Monde* (Paris), 11/2/1976, p. 2 ; Le Saint-Siège rejette deux paragraphes de la déclaration finale, in *Le Monde* (Paris), 13/2/1976, p. 3,
 - Joseph Vandrisse, Sur Jérusalem et le Sionisme, Rome désavoue sa délégation, in *Le Figaro* (Paris), 13/2/1976 ; L'incident final de Tripoli ou l'ambiguïté du politico-religieux, in *Le Figaro* (Paris), 17/3/1976 et Proche-Orient Chrétien (Jérusalem), 1976, tome 1, pp. 59-65,
 - Michel Lelong, La voie difficile, in *Le Figaro* (Paris), 11/2/1976 ; id. , Le Colloque islamo-chrétien de Tripoli, in *Axes* (Paris), tome VIII/2, déc. 1975-janv. 1976, pp. 36-39 ; id. , Le Séminaire du dialogue islamo-chrétien, in *Maghreb Machrek* (Paris) n° 72, avril/juin 1976, pp. 85-86,
 - Georges Montaron, La croix et le croissant, pour quoi faire ?, in *Témoignage Chrétien* (Paris), n° 1649, 12/2/1976, p. 5,
 - André Vimeux, Quand la mosquée dialogue avec l'église, in *Témoignage Chrétien* (Paris), n° 1649, 12/2/1976, pp. 18-19,
 - Joseph Stamer, Une volonté commune de dialogue spirituel, mais... , in *Afrique Nouvelle* (Dakar), n° 1394, 17-23/3/1976, pp. 18-19,
 - Gerard Noel, I foresaw problems right from the start, in *The Catholic Herald* (London), 13/2/1976, p. 3,
 - Peter Hebblethwaite, A Muslim-Christian Dialogue, in *The Tablet* (London), 14/2/1976, pp. 174-175 ; At last the Crusades have come to an End, in *The Times* (London), 14/2/1976,
 - Leonard Swidler, Jesus and Mohammed Meet, in *Commonweal* (U. S. A.), 12/3/1976, pp. 164-166,
 - Virgilio Levi, Fede, ideologie, giustizia sociale al commune dibattito di Tripoli, in *L'Osservatore Romano* (Vatican), 4/2/1976, pp. 1-2 ; Prosegue il dialogo islamo-cristiano, ibidem. , 5/2/1976, p. 1 ; Avvicinare e unire i due mondi per una grande forza al servizio dell'umanità, ibidem. , 6/2/1976, p. 1 ; Dagli sforzi compiuti una certezza per un avvenire comune al servizio della pace e della giustizia tra gli uomini, ibidem. , 7/2/1976, p. 1 ; Puntualizzazioni e conclusioni, ibidem. , 9-10/2/1976, pp. 9-10,
 - Marco Politi, Equivoci e ambiguità al miniconcilio tra musulmani e cristiani (Tripoli), in *Il Messaggero* (Roma), 3/2/1976, p. 2 ; Gheddafi voi cristiani avete imboccato la "via dell'ateismo", ibidem., 4/2/1976, p. 2 ; Marx e Voltaire contro l'integralismo, ibidem. , 7/2/1976, p. 2 ; Il Vaticano

- contro il sionismo, poi ritratta, *ibidem.* , 7/2/1976, p. 2,
- Silvano Stracca, In Libia un passo in più nel dialogo, in *l'Avvenire* (Milano), 1/2/1976, p. 5 ; Aperti i lavori a Tripoli in un clima di fraternità, *ibidem.* , 2/2/1976, p. 5 ; Un fitto dialogo con Gheddafi su temi religiosi, *ibidem.* , 4/2/1976, p. 1 ; Discutono i temi di fondo delle due religioni, *ibidem.* , 5/2/1976, p. 5 ; La fede spinge a battersi per la giustizia, *ibidem.* , 6/2/1976, p. 9 ; Coscienza della comune fede in Dio, *ibidem.* , 7/2/1976, p. 5 ; Un appello congiunto da Tripoli perché si affermi la giustizia, *ibidem.* , 8/2/1976, p. 5,
 - Fabrizio De Santis, I delegati vaticani applaudono a Tripoli un documento in chiave anti-ebraica, in *Corriere della Sera* (Milano), 8/2/1976 ; Fra Corano e Vangelo la spina d'Israele, *ibidem.* , 12/2/1976, p. 3,
 - A.C. Jemolo, I dubbi d'un cattolico, in *La Stampa* (Roma), 13/2/1976, p. 1,
 - Rosellina Balbi, La Chiesa e gli Ebrei, in *La Repubblica* (Milano), 13/2/ 1976, p. 6,
 - Giovanni Ricci, Il grande equivoco al vertice di Tripoli, in *Il nostro tempo* (Torino), 22/2/1976,
 - X., Grave incidente politico en la clausura del Congresso Islamo-Cristiano de Tripoli, in *La Vanguardia* (Madrid), 11/2/1976, p. 27,
 - Pedro G. Candanedo, La cumbre de Tripoli, positiva, in *Vida Nueva* (Madrid), n° 1. 018, 21/2/1976, pp. 6 (340)-17 (341).
3. Cf. Christian Chabanis, Le Dialogue islamo-chrétien de Tripoli : une espérance quand même, in *France Catholique - Ecclesia*, n° 1. 523, 20/2/1976, p. 18, qui ajoutait : "Une amitié nourrie aux sources de la foi chrétienne et musulmane, chacun se souvenant enfin de l'invitation à aimer l'autre contenue dans leurs livres saints, l'Evangile et le Coran".
 4. Cf. John B. Taylor, The Involvement of the World Council of Churches (W. C. C.) in International and Regional Christian-Muslim Dialogues, in *Islamochristiana* 1 (1975), pp. 97-102 ;
 - Emilio Galindo Aguilar, Cordoue, capitale califale du Dialogue islamo-chrétien, *ibidem.* , pp. 103-114,
 - Abdelmajid Charfi, Quelques réflexions sur la rencontre islamo-chrétienne de Tunis (11-17/11/1974), *ibidem.* , pp. 115-124.
 5. Suite à une double visite d'une délégation libyenne, présidée par M. Ahmad ach-Chahhati, auprès du Cardinal Pignedoli (mai et juillet 1975), l'idée avait pris corps d'un "dialogue général, islamo-chrétien, à Tripoli". La présence d'une délégation vaticane (envoyée par la Secrétairerie d'Etat) aux fêtes anniversaires du 1^{er} septembre 1975 vint confirmer cet accord de principe, mais ce n'est qu'au début d'octobre que les deux commissions préparatoires se rencontrèrent enfin à Tripoli pour débattre de tous les problèmes intéressant ledit Colloque. La date en fut alors fixée aux premiers jours de février 1976. On ne prévoyait que deux délégations, composées chacune de douze membres, et une vingtaine d'observateurs "silencieux et attentifs" pour chacune des deux parties. Très vite cependant, les Libyens multiplièrent unilatéralement les invitations tant du côté musulman que du côté chrétien.
 6. Nonobstant un calendrier des plus précis quant aux étapes successives de la préparation primitivement envisagée en octobre 1975, la partie chrétienne n'a eu connaissance de la composition définitive de la Délégation musulmane qu'à la dernière minute, c'est-à-dire à la veille même du Congrès ; elle n'a donc jamais su (avant le 1^{er} février) quels seraient les quatre orateurs musulmans ni quel serait le contenu de leurs conférences (les textes n'en furent distribués qu'au fur et à mesure, à partir du 1^{er} février). Deux des orateurs chrétiens purent fournir leur texte presque en temps voulu, ce qui permit de le transmettre alors à la partie musulmane comme les choses avaient été promises. Le Colloque a certainement souffert de ce manque de connaissance réciproque préalable entre les orateurs des deux parties, ce qui n'a fait qu'ajouter au caractère d'improvisation évoqué plus haut.
 7. Cf. Joseph Gelot, Séminaire Islamo-Chrétien de Tripoli, in *Echo de la Prélature* (Tunis) (22 février 1976, pp. 7-8), qui décrit ainsi l'ambiance du Colloque : "Y avait-il vraiment, dans l'enceinte du Théâtre de la Libération où se tenaient les séances, une représentation mondiale des musulmans et des chrétiens ? Oui et non. Oui, car délégués et observateurs provenaient de plus de 55 pays à majorité musulmane ou chrétienne. Un jésuite argentin pouvait serrer la main au musulman chinois réfugié en Malaisie et aux deux représentants des 3.500 musulmans de Corée du Sud parvenus à Tripoli par la voie du Japon. Un peu d'anglais permettait d'échanger avec le Mufti de Tachkent (qui s'exprimait d'ailleurs en excellent arabe) ; un peu d'arabe offrait la possibilité d'un mot aimable au grand Mufti de Sanaa. Les conversations s'engageaient, à partir de l'anglais ou du français, avec les nombreux représentants des diverses communautés musulmanes d'Afrique Noire. Du côté musulman, beaucoup de responsables nationaux ou locaux des communautés religieuses. Du côté chrétien, caractère plus éclectique des présences, dues en grande majorité à l'initiative des ambassades libyennes, le Secrétariat pour les Non-Chrétiens n'ayant envoyé par lui-même qu'un nombre restreint d'invitations. Rencontre mondiale donc par la multiplicité des provenances et le grand bariolage des qualifications. Rencontre plus limitée cependant, si, faisant abstraction de son aspect spectaculaire, on l'apprécie au niveau du dialogue religieux entre musulmans et chrétiens, lequel suppose une préparation qu'un grand nombre des observateurs présents n'avaient pas. Des absences notoires sont à relever : celle du Conseil Œcuménique des Eglises ; celles de centres d'études religieuses musulmanes aussi importants que l'Université al-Azhar du Caire, de la Faculté de Théologie de Tunis, l'Université Qaraouiyne de Fès".
Il faut ajouter enfin que le monde académique était représenté par des orientalistes de renom comme W. Montgomery Watt, M. Rodinson, U. Rizzitano, G. Oman, et des écrivains musulmans bien connus

comme Sayyid Husayn Nasr et Hicham Djait.

8. "Appelle au Chemin de Ton Seigneur par la Sagesse et la Belle Exhortation ! Discute avec eux de la meilleure manière ! Ton Seigneur connaît bien ceux qui sont égarés loin de Son Chemin et Il connaît bien ceux qui sont dans la bonne direction" (Coran 16,125).
"Ne dispute avec les Détenteurs de l'Écriture que de la meilleure manière, sauf avec ceux d'entre eux qui ont été injustes. Dites : "Nous croyons en ce qu'on a fait descendre sur vous et en ce qu'on a fait descendre sur nous. Votre Dieu et notre Dieu est le même, et nous Lui sommes soumis (muslim)" (Coran 29,46).
"Tu trouveras que les gens les plus proches de ceux qui croient, par l'amitié, sont ceux qui disent : "Nous sommes chrétiens". C'est que, parmi ceux-ci, se trouvent des prêtres et des moines et que ces gens ne s'enflent point d'orgueil. Quand ils entendent ce qu'on a fait descendre vers l'Apôtre, tu les vois répandre des larmes, de leurs yeux, à cause de ce qu'ils savent de vérité. (Tu les entends) s'écrier : "Seigneur ! nous croyons ! Inscris-nous donc avec les Témoins !" (Coran 5,82-83).
"Hommes ! Nous vous avons créés (à partir) d'un mâle et d'une femelle et Nous vous avons constitués en confédérations et en tribus, pour que vous vous connaissiez. Le plus noble d'entre vous, aux yeux de Dieu, est (néanmoins) le plus pieux. Dieu est omniscient et bien informé" (Coran 49,13). Le texte arabe du Ministre comprenait 4 pages.
9. Le Cardinal S. Pignedoli reprit une partie des "versets du dialogue", en y insérant un autre qui n'est pas sans importance : "A tous, Nous avons donné une règle et une voie. Si Dieu l'avait voulu, il aurait fait de vous une communauté unique. (Il ne l'a) toutefois (pas fait), afin de vous éprouver en ce qu'Il vous a donné. Devancez-vous donc mutuellement dans les bonnes actions ! Vers Dieu sera votre retour, à tous" (Coran 5,48). Le texte français du Cardinal comprenait 3 pages.
10. "Les deux valeurs ci-dessus mentionnées, devait-il ajouter, sont des valeurs qui ne nous intéressent pas uniquement, nous, Musulmans et Chrétiens. Même les hommes appartenant à d'autres religions ont intérêt à les étudier d'une façon toujours plus approfondie et plus vive. Pareillement nos colloques islamo-chrétiens ne veulent, en aucune manière, accorder moins d'importance aux entretiens que nous, chrétiens, avons avec toutes les autres religions".
On aura remarqué la répétition de l'expression "Nous, Chrétiens et Musulmans", ou vice versa : les auditeurs en ont apprécié l'emploi constant par le Cardinal ainsi que par les orateurs chrétiens du mardi et du jeudi, comme pour témoigner d'une solidarité spirituelle fondamentale.
Dans l'attente de la publication intégrale des Actes du Colloque de Tripoli en ses langues officielles, l'arabe, l'anglais et le français (par les soins de la Commission mixte permanente actuellement au travail), un Document photocopié intitulé Séminaire islamo-chrétien (Tripoli : 1-6 février 1976) (126 p.) a été constitué en version française et en version anglaise, qui fournit le texte intégral de l'Allocution d'ouverture du Cardinal S. Pignedoli et des conférences des Pères M. Borrmans et J. Lanfry, ainsi que celui de la Déclaration finale. De nombreux extraits de presse arabe, française et anglaise fournissent enfin ample matière à commentaires et réflexions. On peut se procurer l'une ou l'autre version en s'adressant à l'Institut Pontifical d'Etudes Arabes, 49, Piazza S. Apollinare, 00186 Roma, Italie.
11. Ce thème, proposé initialement par les Libyens (en octobre), fut traité en arabe par le premier orateur et en anglais par le deuxième (11 p. de texte arabe pour le premier et 10 p. de texte anglais pour le second).
12. Certains observateurs ont fait remarquer que, si la conférence du Pr. Utba avait été faite d'un point de vue trop strictement musulman, celle du Pr. Chullikal était également rédigée dans un langage et avec des concepts trop chrétiens auxquels les Musulmans sont fort peu habitués. Toute réunion de dialogue se heurte inévitablement aux problèmes de langue et de langage communs !
13. Remerciant le Pr. Husayn Nasr, Iranien chiite, qui avait rappelé l'importance de la "prière du cœur" pour le dialogue, dans une intervention brève faite en fin de matinée, le P. Borrmans avait suggéré qu'il y ait une minute de silence au début de chaque séance, afin de permettre à chacun cette "prière du cœur".
14. Brouhaha dû aux applaudissements de l'Assemblée, aux déplacements de la horde des photographes et des cameramen et aux tergiversations des Présidents de Délégation ; ceux-ci allèrent saluer le Chef de l'État puis regagnèrent la scène pour y achever la première séance des débats de l'après-midi.
15. Il semble regrettable que, lors de la préparation du Colloque, on ait trop facilement accepté l'expression "État du Vatican" (Dawlat al-Vâtikân) qui prête à confusion, alors que, selon la terminologie en usage, il s'agit du Saint-Siège ou du Siège Apostolique qui réside dans la Cité du Vatican (cf. à ce sujet François Russo, Le Saint-Siège et les Organisations Internationales, in *Etudes* (Paris) juillet 1976, pp. 15-31).
16. Mais, en même temps, assez contradictoirement, il rappelait que les évangiles ne sont guères authentiques ("Quelques uns sont justes ; d'autres, pas, ils ont été écrits après Jésus") et déplorait que le tahrîf y ait fait disparaître l'annonce de la venue de Muhammad.
17. *Témoignage Chrétien* (n° 1649, 12/2/1976) fait remarquer le "paradoxe : avant de lever la séance, on lit un télégramme de sympathie de Yasser Arafât, le chef de l'Organisation de Libération de la Palestine, partisan on le sait, et qui le dit dans ce texte, d'une Palestine laïque et démocratique dans laquelle juifs, chrétiens et musulmans vivraient dans le respect mutuel. Courtoisement, Kadhafi applaudit ces thèses diamétralement opposées aux siennes" (p. 18).

18. Ce thème avait été proposé par les Chrétiens, dès octobre ; les deux conférences furent données en arabe (20 p. de texte et 7 p. de notes, pour la première ; 22 p. de texte et 7 p. de notes, pour la seconde). Le numéro 2 (1976) *Islamochristiana* publie l'intégralité du texte et des notes de la Conférence (en arabe) du P. M. Borrmans.
19. Occasions opportunes pour rappeler dans quel esprit le dialogue peut s'instaurer entre les uns et les autres : respect mutuel, objectivité totale et, acceptation loyale des différences. C'est ainsi, comme le rappela l'orateur, que "Chrétiens et Musulmans diffèrent quant aux critères d'appréciation de la prophétie définitive : les premiers considèrent que "la plénitude de la prophétie" s'est réalisée en Jésus mais reconnaissent que l'esprit de prophétie continue à se manifester de génération en génération, tandis que les seconds voient en Muhammad "le sceau des prophètes" tout en reconnaissant qu'il existe un "mystère de Jésus", aux dimensions exceptionnelles. Le dialogue authentique exige ici que chaque partie respecte le regard de l'autre partie, dans sa totalité, et patiente on ne peut mieux en laissant à Dieu seul le soin de purifier ce regard, de l'illuminer et de le parachever. Comme le Chrétien ne doit pas demander au Musulman de reconnaître pour le Messie toutes les qualités que le Christianisme lui confère, de même le Musulman est invité à ne pas exiger du Chrétien qu'il reconnaisse pour Muhammad toutes les qualités que l'Islam lui attribue".
20. Isti'mar wa-tabshîr, que l'on pourrait aussi traduire par colonisation et prosélytisme ! Une fois de plus, l'ambiguïté du vocabulaire entretient la confusion des concepts.
21. Ce texte du cheikh Soubhi as-Salih fut distribué à tous les observateurs : trop long (son texte français comprend 49 pages), il se prête difficilement à un bref résumé, vu l'abondance et la dispersion de ses "matières", mais il reprenait nombre de publications du même cheikh, tant en arabe qu'en français.
- (21 bis) Il s'agit du *New Testament Judean Authorized Version*, Judean Publishing House, 1970, Jerusalem. On y explique, dans la Préface, que ce Nouveau Testament reproduit la version du roi Jacques (King James Version) de 1611, avec des retouches en ses parties les plus dures pour le peuple juif. Ces retouches n'ont pas été faites arbitrairement mais en utilisant des variantes et des leçons secondaires qui existent dans la tradition textuelle : dans ces cas, le texte de la King James Version est donné en note. Mgr. Rossano fit donc observer qu'il n'approuvait pas un tel procédé, en tant que spécialiste de l'exégèse du Nouveau Testament ; il ajouta cependant qu'on ne pouvait pas, compte tenu de l'objectivité des faits, accuser le livre d'être un "faux" complet, en matière d'édition.
22. Le texte intégral de cette intervention a été publié dans *Témoignage Chrétien*, n° 1649, 12/2/1976, p. 19, sous le titre Pas de politique tirée de l'Écriture Sainte.
23. Ce thème avait été proposé par les Libyens lors des réunions d'octobre : il fut traité en arabe par l'orateur musulman (37 p. de texte avec un Supplément de 17 p. sur la Zakât, Aumône légale) et en anglais par l'orateur chrétien (11 p. de texte). Il est évident que le Pr. al-Ghuwayl a très souvent résumé l'une ou l'autre de ses nombreuses pages, tout en laissant son Supplément de côté, d'autant plus que sa traduction anglaise ne comprenait que 28 p.
24. Primitivement proposé par la partie chrétienne, ce thème fut traité en français par l'orateur chrétien (14 p. de texte et 4 p. de notes) et en arabe par l'orateur musulman (15 p. de texte).
25. Il ajouta : "J'ai conscience et je déplore que trop de termes désobligeants, sinon insultants, ont été prononcés par nous à son sujet, et nous le regrettons du fond du cœur". L'auditoire fut des plus sensibles à cet acte de courage et en remercia l'orateur par de vibrants applaudissements.
26. Cf. à ce sujet M. L. Fitzgerald, The Secretariat for Non-Christians is ten years old, in *Islamochristiana* 1 (1975), pp. 87-95.
27. La conférence du P. Lanfry recueillit des applaudissements prolongés et l'on vit alors le cheikh Soubhi as-Salih et le Pr. Ibrahim quitter leur place, traverser la scène et venir embrasser l'orateur en lui disant : "C'est là le vrai dialogue !".
28. Fait étrange, le Pr. al-'Aychubi fut absent de la première séance de l'après-midi et ne rejoignit ses collègues qu'au cours de la seconde.
29. Le Pr. Ibrahim avait rédigé, lui aussi, une conférence sur le thème de la quatrième journée : son texte (en arabe seulement, de 38 p.) fut distribué sur ces entrefaites. Très informé des textes chrétiens et des dernières "rencontres islamo-chrétiennes", il a l'avantage d'être fort bien articulé : 1. préjugés découlant des différends dogmatiques (pp. 7-17) à travers les étapes de l'histoire (conclusion : la clarté dogmatique facilite le dialogue) ; 2. préjugés découlant des affrontements politiques et militaires (pp. 18-29) : l'épée et le gihâd en Islam, l'Église face au problème des guerres, du colonialisme et d'Israël, comment "traiter" tous ces problèmes ; 3. préjugés découlant du développement de la civilisation et de la culture (pp. 30-38) : différences du niveau culturel et supériorités culturelles, comment remédier à tout cela.
30. Effectivement, les participants au Colloque se voyaient offrir, par l'Office d'Information, le texte d'une conférence du cheikh Uthmân Sarraj, professeur à al-Azhar et conseiller près le Ministère de la Culture du Gouvernement de la République turque, dont le titre était "La personne du Messie, le sens de sa mission et la vision de l'Islam" et qui portait en sous-titre (à la p. 3) : "L'Évangile de Barnabé annonce la mission de Muhammad et se trouve en plein accord avec le Coran" (texte arabe de 13 p. dont 11

consacrées aux citations du dit Pseudo-évangile). Cf. sur la question : Jacques Jomier, L'Évangile de Barnabé, in *MIDEO* (Le Caire), 6 (1959-1961), pp. 137-226, et J. Slomp, The pseudo-Gospel of Barnabas, (avec sa Bibliographie), in *Bulletin* (Secretariatus pro Non-Christianis, Roma), 1976-XI/1, n° 31, pp. 69-77.

31. Quatre membres de l'assemblée parlèrent le lundi en fin de matinée : un archevêque orthodoxe de Roumanie, le président du Tribunal chara'ique des Émirats Unis, l'évêque auxiliaire du Patriarche catholique chaldéen de Bagdad et le Pr. Sayyid Husayn Nasr, de l'Université de Téhéran. Deux autres membres de l'assemblée furent autorisés à intervenir dans le débat du mardi après-midi. Le mercredi matin, après la deuxième conférence, on entendit, tour à tour, Mgr. Previtali, évêque catholique de Tripoli (Libye), M. Mahmud ach-Chikatab (?), le P. Mintoff, o.f.m., frère du Président de l'île de Malte, le Pr. Ahmad Khalafallah, un archevêque représentant le Patriarche syriaque orthodoxe de Beyrouth, le Pr. Abd al-Wahhâb al-Azraq, un professeur musulman de l'Université d'Alexandrie (Égypte) et un professeur musulman de Rhodésie.
- C'est le jeudi, en fin de matinée, que l'assemblée dut subir l'intervention la plus longue (plus d'une heure !), celle de M. Cordeira, ancien président de la République du Venezuela : se voulant "le porte-parole de l'Amérique latine, creuset de races et de cultures différentes", il déclara combien l'enseignement social de l'Église l'avait aidé dans ses fonctions et combien urgent était l'avènement d'un ordre économique international plus juste, sur lequel les dernières encycliques de Jean XXIII et Paul VI apportent bien des lumières. En fin d'après-midi, ce même jeudi, les interventions ne se comptèrent plus. Citons, à la suite : le Mufti de Tachkent (U. R. S. S.), Mgr. Grégoire Haddad "avec son intervention tumultueuse d'un "prophétisme" (?) quelque peu irresponsable !" (A. Mandouze, dans *Paradoxes à Tripoli*, in *Le Monde*, 13/2/1976, p. 3), le Représentant de l'UNESCO, les Pr. Kaak, de Tunis, et Rizzitano, de Palerme, M. Abd Ar-Ra'uf, Mgr. Chibangu, recteur d'université (Zaïre), un cheikh de Mauritanie, le Pr. Van Der Pol, M. W. Montgomery Watt, de l'Université d'Edimbourg (qui fit des suggestions fort pertinentes), le Pr. al-Baji, magistrat tunisien, un pasteur de l'Allemagne occidentale, un catholique palestinien, Mgr. Euthanasios Afram, évêque syriaque orthodoxe, un représentant des Musulmans des U. S. A. (convertis du Christianisme), le représentant musulman du Sénégal, le Président du Congrès islamique de l'Inde, un représentant musulman d'Éthiopie, un théologien laïc grec orthodoxe, le responsable d'un centre d'études islamiques aux U. S. A. et, enfin, un Palestinien musulman vivant en Amérique du Sud (qui récita un poème splendide sur la Palestine "crucifiée", en arabe puis en espagnol).
32. Dans son allocution d'ouverture, le Président de la Délégation musulmane avait déjà souhaité que les Chrétiens reconnaissent "la prophétie de Muhammad, annoncé par le Christ" et le Colonel Kadhafi était revenu sur la question lors de son intervention du lundi soir, espérant que le Colloque "recommanderait (dans ses Conclusions) que l'on reconnaisse Muhammad comme prophète". Plus d'une fois, chaque jour, des membres de la Délégation musulmane et des observateurs de l'assemblée avaient redit ce même désir, malgré les nettes déclarations, sur la question, des P. Borrmans et Lanfry (cf. plus haut, note 19) ; le quotidien *al-Hiwâr* (Le Dialogue) était même allé plus loin dans son numéro du vendredi 6 février puisqu'il y faisait dire au Cardinal Pignedoli, dans son titre arabe : "al-i'tirâf bi-nubuwwat Muhammad mas'ala hamma", et dans son titre français : "Reconnaitre la prophétie de Mohamed...", oubliant d'ajouter : "... est un problème important, mais c'est une affaire de théologie qui nécessite une étude approfondie" (pp. 1 et 4, en chaque langue).
- Il est certain que "la requête" est compréhensible, mais n'est-elle pas "dérisoire et anachronique" comme le déclare le Pr. Muhammad Arkoun dans son interview au *Figaro* (Paris, 22/2/1976, p. 4) ? A-t-on souci d'en préciser les termes (prophètes, nabî ; envoyé, rasûl), le contenu théologique et la signification "affective" ? Le Pr. W. Montgomery Watt fait remarquer, à juste titre, que Musulmans et Chrétiens ont des définitions très différentes de la prophétie : for the word "prophet" has different meanings in the two traditions. For the Muslims a prophet is one who receives messages which are the ipsissima verba of God. So to accept Muhammad as prophet would, to Muslims, imply accepting every word of the Koran as absolutely true" (dans *The Challenge of Islam*, in *The Tablet* (London, 6/3/1976, pp. 230-231). Ce n'est qu'au terme de longues enquêtes auprès des historiens, des théologiens et des exégètes musulmans, d'abord, et chrétiens, ensuite, que l'on pourrait enfin se prononcer, mais se prononcera-t-on alors, sur le "Muhammad de l'histoire" ou sur le "Muhammad de la foi" ? Un article a récemment tenté un premier bilan des diverses évaluations catholiques sur la question (G. Harpigny, Muhammad est-il considéré comme prophète ?, in *Revue théologique de Louvain* (français), 1975, n° 3, pp. 311-323) tandis que le P. J. Jomier a fourni une étude sur La notion de prophète dans l'Islam, dans le *Bulletin* du Secretariatus pro Non-Christianis (Roma), n° 18 (1971), 6^{ème} année/3, pp. 154-168.
33. Que cet Office soit ici remercié pour avoir polycopié et diffusé le texte arabe de la conférence du P. Borrmans, dont il manquait un certain nombre d'exemplaires.
34. Publié par le Secrétariat (musulman) du Séminaire, et non point par une commission mixte de rédacteurs musulmans et chrétiens, le journal *al-Hiwâr* (al-islâmî al-masîhî), Le Dialogue (islamo-chrétien) était bilingue (4 p. en arabe et 4 p. en français, de format 32/43 cm), les textes français étant presque toujours des traductions des articles rédigés en arabe. D'abord hebdomadaire dans l'ultime phase préparatoire du Séminaire, il devint quotidien pendant la durée même de celui-ci et unilingue arabe pour son dernier numéro (10/2/1976, 16 p.). Les numéros du 25 décembre 1975 et des 2, 16, 24 et 30 janvier 1976 furent essentiellement consacrés à des documents officiels ou des interviews du Colonel Kadhafi (sur le "*Livre vert*") ainsi qu'à de nombreuses présentations apologétiques de l'Islam,

en même temps qu'à des articles variés de politique anti-impérialiste et anti-sioniste où étaient utilisées certaines déclarations des Papes ; on y trouvait bien peu de choses sur les "réalités" chrétiennes et le dialogue religieux.

Les numéros des 2, 3, 4, 5, 6 et 7 février 1976 auraient dû être le fidèle écho des conférences et des débats de chacune des journées. Il n'en fut rien. Le numéro de lundi 2 reproduisit l'allocution d'ouverture du Ministre M. A. Charif, mais un article malencontreux y affirmait que "la défaite du Vatican est sûre (et qu'il) cherche, à travers ce dialogue, une issue pour garder ce qui (lui) reste de croyants catholiques". Celui du mardi 3 repris l'allocution d'ouverture du Cardinal S. Pignedoli tout en consacrant presque toutes ses pages aux premières interventions du Colonel Kadhafi. Celui du mercredi 4 fut, sans doute, le meilleur, parce qu'il publiait la protestation ou "mise au point" de la Délégation chrétienne (p. 2) et reprenait l'essentiel des conférences du mardi. Celui du jeudi 5 fut totalement dédié aux interventions du Colonel Kadhafi, en signalant à peine le thème de la journée précédente. Celui du vendredi 6, de présentation fort ambiguë (cf. plus haut, note 32) acheva de fournir les interventions (du lundi) du Colonel Kadhafi et publié les "propositions de Mgr. Haddad" : rien n'y fut dit de la journée du jeudi ! Celui du samedi 7 fut consacré aux Conclusions Générales du Colloque ; quant au numéro final du 10 février, il donne un résumé des travaux du Séminaire, en publie de nouveau les Conclusions Générales et fournit de multiples interviews (surtout de personnalités musulmanes).

35. On trouvera en annexe du numéro 2 (1976) d'*Islamochristiana*, le texte arabe des Conclusions : c'est le seul qui soit officiel. Les traductions française et anglaise ne sont qu'officieuses, parce qu'effectuées par les Libyens, dans la nuit du vendredi au samedi, sans que la partie chrétienne ait été sollicitée pour contrôle ou collaboration. Certains ont regretté que *l'Osservatore Romano* ait, non sans l'avoir remaniée quelque peu, "officialisé" la traduction française en la publiant dans son numéro du 13/2/1976 (p. 2). On trouvera ces traductions (la française et l'anglaise) dans les Documents polycopiés signalés, plus haut, à la note 10 et, aussi, dans les deux importants articles du *Bulletin* du Secretariat pro Non-Christianis (Rome) (1976-XI/1, n° 31) : Report on the "Seminar on Islamic Christian dialogue" held in Tripoli (pp. 5-21) et Le Séminaire du dialogue islamochrétien de Tripoli (pp. 26-43).
36. Imprécisions quant aux signataires eux-mêmes puisque aucun nom ne figurait au terme des huit pages du texte arabe, que le document semblait refléter la pensée des "nombreux penseurs musulmans et chrétiens" qui s'étaient ainsi réunis "sur l'invitation (sous le patronage) de la République Arabe Libyenne et de l'État du Vatican (du Saint-Siège)" et que "le Séminaire", en tant que tel, "avait adopté les-dites conclusions" ; imprécisions quant au vocabulaire lui-même puisqu'on y parlait de "deux parties", musulmane et chrétienne (sans jamais donner les noms des personnes qui les composaient) et qu'on y juxtaposait les "résolutions" (muqarrarât) et les "recommandations" (tawsiyât), en passant indistinctement des unes aux autres, alors que certains paragraphes n'exprimaient que des "désirs" (ragabât) ou des "souhaits" (tamanniyât), et que d'autres comportaient des "affirmations" (mu'akkadât).
37. Avant de s'y rendre, les participants chrétiens au Colloque se retrouvèrent tous en l'Église Saint François pour une Messe d'action de grâces, en communion avec l'Église locale.
38. Voici le texte des deux paragraphes "non retenus" par la partie chrétienne. On y a mis entre crochets les remaniements intervenus dans la traduction fournie par *l'Osservatore Romano* du 9-10/2/1976, p. 1.
 - Par. 20 : "Les deux parties considèrent [regardent] les Religions célestes [révélées] avec respect ; par conséquent, elles distinguent entre le Judaïsme et le Sionisme, considérant le Sionisme comme un mouvement raciste agressif, étranger à la Palestine et à toute la région de l'Orient.
 - Par. 21 : "L'engagement vis-à-vis du droit [le respect des droits] et de la justice, la sauvegarde [le souci] de la paix, le droit [la foi en les droits] des peuples à l'autodétermination, portent les deux parties à affirmer les droits nationaux du peuple palestinien et son droit à retourner à sa terre natale [ses terres] ; à affirmer que Jérusalem est une ville arabe [le caractère arabe de Jérusalem], à rejeter les plans [projets] de judaïsation, de partage et d'internationalisation, et à dénoncer toute profanation [atteinte au caractère sacré] des Lieux Saints ; les deux parties exigent [réclament] la libération [la mise en liberté] de tous les détenus en Palestine occupée, notamment [à leur tête] les musulmans et les hommes religieux chrétiens ; les deux parties revendiquent la libération de tous les territoires occupés et appellent [invitent] à la constitution d'une commission permanente d'enquête sur les tentatives d'altération des [de changer les] Lieux Saints musulmans et chrétiens et à dénoncer la chose devant l'opinion mondiale [publique internationale]".
39. Cf. l'article du *Bulletin* du Secretariat, op. cit. , p. 33, qui ajoute bien des détails concernant cet incident final.
40. "Rejoint par les PP. Abou Mokh, Borrmans et Røest-Crollius, (Mgr. Rossano) prépara le texte d'une déclaration, qu'il soumit au Cardinal, et qu'il comptait diffuser lors de la conférence de presse. Mais, entre temps, la conférence de presse fut annulée par les Libyens" suite à des impossibilités techniques, dit-on (cf. l'article du *Bulletin*, op. cit. , p. 33).
41. Ainsi s'exprime Christian Chabanis, dans son article de *La France Catholique - Ecclesia* (n° 1. 523, du 20/2/1976), qui parle d'un "espoir... déçu... par légèreté, par maladresse, par un irréalisme coupable, dont la délégation catholique porte pour une grande part la responsabilité".
42. En effet, une Commission catholique, composée de Mgr. Rossano et des PP. Abou Mokh, Borrmans, Lanfry et Røest-Crollius, se réunissait chaque soir, avec quelques experts, pour tenter une première

synthèse de la journée et préparer ainsi des Conclusions générales de caractère strictement religieux (4 p.) qui furent lues et approuvées par le Cardinal Pignedoli, le jeudi soir. En voici la teneur exacte :

"Nous remercions Dieu d'avoir été témoins d'un nouveau signe de Sa miséricorde en vivant ces journées fraternelles de dialogue islamo-chrétien de Tripoli

I. Nous avons pris conscience que notre même foi en Dieu créateur et juge des hommes et de l'histoire a été et reste une révolution dans le devenir humain.

C'est cette foi qui a fait surgir l'homme dans sa dignité de "vice-régent" de Dieu sur terre ; elle implique ainsi et exige le respect de la dignité et de la liberté de l'homme.

Cette même foi, tout en demeurant au-dessus des idéologies, en constitue la source vivifiante, qui donne à l'homme les motivations et les énergies qui lui permettent de se situer parfaitement vis-à-vis de Dieu, de ses frères et du cosmos.

Sans cette même foi en Dieu, il est impossible d'assurer à l'homme toute sa liberté et toute sa dignité.

II. Il est du devoir de tous les Fils d'Abraham de faire en sorte que leur patrimoine religieux commun les conduise à une confiance retrouvée et un amour renouvelé les uns vis-à-vis des autres, et au courage de faire en sorte que leur vie et leur travail les animent à collaborer comme frère au service de la famille humaine.

III. La foi dans le Dieu unique nous engage à reconnaître tous les hommes comme nos frères, à faire notre autocritique devant toutes les formes d'injustice qui existent dans nos sociétés respectives et à nous convertir personnellement aux exigences de la justice, à l'appel des pauvres et des opprimés.

Les Prophètes nous ont rappelé que le culte sincère consiste à faire régner la justice parmi toutes les créatures de Dieu.

Quel que soit le niveau auquel nous plaçons l'intervention de nos textes sacrés - c'est là où nous avons des conceptions différentes - nous sommes pratiquement d'accord sur toutes les exigences concrètes de la justice sociale.

IV. Puisqu'il y a aujourd'hui de nombreux obstacles à notre dialogue : préjugés, suspicions, peurs mutuelles et sensibilités différentes, et puisque nous nous trouvons aux premiers débuts de la recherche d'un langage intelligible à l'autre sur les missions prophétiques, nous sommes invités à :

1. tirer les leçons de l'histoire pour en retenir les expériences fécondes et pour ne point en recommencer les erreurs,
2. faire en sorte que les uns et les autres se connaissent mieux tels qu'ils veulent être connus : purification des livres d'enseignement religieux, intervention - dans la mesure de nos moyens - auprès des mass media, multiplication des chaires d'enseignement supérieur sur l'Islam et sur le Christianisme en collaboration les uns avec les autres,
3. être assez loyal de part et d'autre pour garantir à toutes les minorités religieuses tous les droits et tous les devoirs reconnus à la majorité,
4. reconnaître à chacune des deux religions le "devoir de l'apostolat" dans la pureté du témoignage qu'il faut porter, et dans le respect des libertés humaines, ce qui implique la condamnation de toute prosélytisme,
5. définir plus précisément les dimensions exactes et les méthodes obviées du dialogue.

La présente Rencontre a suggéré plusieurs voies possibles de progression dans notre dialogue.

- La Délégation chrétienne a solennellement proclamé qu'elle demandait pardon aux Musulmans pour toutes les paroles injustes ou injurieuses que les Chrétiens ont pu exprimer au cours de l'histoire sur la personne du Prophète respecté de l'Islam.
- La Délégation chrétienne prend acte de ce que la Délégation musulmane reconnaît aux Chrétiens le titre de Monothéistes, notre différence portant non point sur le Monothéisme lui-même qui nous est commun, mais sur son contenu théologique.
- La Délégation chrétienne invite instamment la Délégation musulmane à poursuivre de sérieuses recherches historiques et exégétiques sur la valeur réelle de l'Écriture Sainte des Chrétiens.

Nous avons conscience de n'avoir abordé que des objectifs limités. Cependant, nous avons eu toujours devant les yeux, dans nos discussions et nos réflexions, les réalités douloureuses du temps présent, les souffrances dues aux guerres, aux oppressions, aux manques de liberté et de tolérance religieuse. Nous considérons que cette rencontre constitue un pas réel sur la voie de la collaboration des croyants à la promotion de l'homme".

43. C'est le jugement que porte sur "l'incident" Joseph Vandrille dans son article du *Figaro*, du 17/3/1976. Prévue pour le jeudi soir, puis reportée au vendredi matin à 8 h, puis vers 11 h, la rencontre de la commission chrétienne avec les cinq Musulmans (le cheikh Soubhi as-Salih, les Pr. 'Utba, ach-

Chaybani, al-'Aychubi et un ambassadeur libyen) chargés de la rédaction des Conclusions se développa en des formes imprévues qui sont difficilement imaginables pour qui n'y a pas participé. Très vite, le seul non-arabophone de la commission chrétienne se retira pour permettre aux travaux de se poursuivre rapidement, sans recourir constamment à des traductions explicatives, car la séance de clôture au Théâtre de la Libération était prévue pour 17 h et le cheikh Soubhi as-Salih devait assurer le prône du vendredi midi dans l'une des mosquées. de Tripoli.

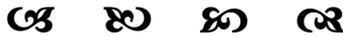
Comment se fait-il que ce soit le texte des Musulmans qui ait été retenu comme document de travail pour la rédaction définitive? La Commission chrétienne avait proposé de lire le texte de ses Conclusions (rédigé en français et des plus brefs), mais un membre de la Commission musulmane la pria d'écouter d'abord la lecture des Conclusions de la partie musulmane : il s'agissait d'un texte très long, rédigé en arabe, qui n'existait alors qu'à l'état de double brouillon ; c'est après en avoir discuté qu'on débattait des Conclusions de la partie chrétienne ! La discussion s'engagea donc sur le texte proposé par la Commission musulmane, texte qui apparut, peu à peu, rejoindre en certains points les Conclusions de la partie chrétienne et sembla donc exprimer une pensée plus ou moins commune. Le fait est qu'on n'en a discuté qu'en langue arabe, sans que jamais la perspective ou le souci d'une quelconque traduction éventuelle (en anglais ou en français) ne vienne nuancer ou tempérer le "poids spécifique" des expressions arabes utilisées.

Il semble d'ailleurs qu'au plan linguistique, le texte arabe des paragraphes 20 et 21 n'ait pas, en arabe, les résonances et la gravité qu'il a en français ou en anglais. Un seul chrétien signait au fur et à mesure chaque page du brouillon arabe ainsi remanié avant qu'elle ne soit tapée sur stencil, puis polycopiée. Il semble donc que, la hâte et la fatigue aidant, le texte initialement proposé par la Commission musulmane soit devenu, en quelque sorte, un texte "commun", sans que le temps permette d'entendre et de discuter les Conclusions préparées par la partie chrétienne. Peu avant 17 h, on discutait encore des derniers paragraphes : c'est pour cela que la séance de clôture, au Théâtre, commença en retard. Seul, alors, le "porte-parole" musulman disposait du texte arabe complet des Conclusions. Deux chrétiens, seulement, n'en avaient que les premières pages (jusqu'au paragraphe 16) et aucune traduction (française ou anglaise) n'en existait alors. Lorsque le cheikh Soubhi as-Salih en commença la lecture publique, ni le président de la Délégation musulmane ni le Cardinal Pignedoli n'avaient donc eu connaissance du contenu desdites Conclusions ! L'improvisation et la confusion continuaient donc à être de règle, puisque les chrétiens attelés à leur rédaction n'avaient pas eu la possibilité de relire "l'ensemble" des Conclusions, à tête reposée, puisque les dites Conclusions ne précisaient pas quels en étaient les auteurs (et leur représentativité) et puisque ni le Ministre libyen ni le Cardinal ne les avaient signées officiellement, mais bien plutôt un membre de chacune des deux commissions afin de certifier exact le brouillon commun avant qu'il ne soit confié à la dactylographie, puis à la polycopie.

44. Cf. Le Séminaire du dialogue islamo-chrétien de Tripoli, in *Bulletin* (du Secrétariat, Rome), 1976-XI/1, n° 31, pp. 33-34. Cette formule était ainsi rédigée : "Les deux délégations se plaisent à saluer le caractère positif des résultats de ce dialogue historique exprimés dans la déclaration finale commune. Pour ce qui est des deux paragraphes 20 et 21 de la déclaration, le contenu en sera transmis par la délégation chrétienne aux autorités du Saint-Siège, qui sont seules compétentes en la matière" (texte français publié par *Le Monde* du 8-9/2/1976, p. 3).
45. "La délégation chrétienne au Congrès de Tripoli pour le dialogue islamo-chrétien a soumis aux autorités compétentes du Saint-Siège, selon l'accord intervenu avec la délégation musulmane, les paragraphes nn. 20 et 21 de la déclaration finale rédigée par les experts des deux délégations. Après avoir examiné ces paragraphes, le Saint-Siège a déclaré ne pas pouvoir les accepter, étant donné que leur contenu ne correspond pas, dans ses points essentiels, à la position bien connue du Saint-Siège" (cf. *l'Osservatore Romano* du 12/2/1976, p. 1).
46. Il ajoutait aussitôt : "et qu'on ne pourra plus chicaner sur la Bible de l'un et le Coran de l'autre sans en référer à ceux qui ont fait de ce Livre-ci ou de ce Livre-là le fondement de leur propre foi et de leur propre vie... , (car) même s'il y a eu beaucoup de facteurs contradictoires à l'origine de ce Séminaire du dialogue islamo-chrétien, celui-ci a été sauvé par la dynamique interne de la foi dans un même Dieu" (cf. son article Paradoxes à Tripoli, dans *Le Monde* du 13/2/1976, p. 3).
47. Cf. son article Le Séminaire du dialogue islamo-chrétien de Tripoli dans *La Semaine religieuse d'Alger* du 19/2/1976, pp. 56-58, n° 4. Il ajoutait : "Un docteur en médecine, isma'ili, venu du Kenya, me disait : "Une telle rencontre est un vrai miracle de Dieu". Il a fallu la hardiesse tranquille du chef d'un jeune pays musulman des bords de la Méditerranée pour appeler à cette rencontre et en assumer les frais. Le vieux Vatican, dirais-je en tout respect, n'en aurait pas eu, à lui seul, les moyens, à aucun point de vue. Mais il a dit oui à l'invitation et il a marché à la rencontre des hommes".
48. C'est ce que déclarait Christian Chabanis dans son article de *La France Catholique - Ecclesia*, n° 1523, du 20/2/1976, lequel concluait : "Nous savons désormais que la page est tournée sur les conflits d'autrefois, qu'une démarche inédite dans l'histoire vient de se dessiner". Pour une évaluation "officieuse" du Séminaire de Tripoli par le Secrétariat (du Vatican) pour les Non-Chrétiens, cf. Report on the "Seminar on Islamic-Christian dialogue" held in Tripoli, in *Bulletin* (du Secrétariat, Rome), 1976-XI/1, n° 31, pp. 5-25, et Le Séminaire du dialogue islamo-chrétien de Tripoli, ibidem. , pp. 26-43, suivis des Réflexions de Mgr. Guido Attilio Previtali, évêque de Tripoli (pp. 43-45) et de celles sur L'Éducation dans la Déclaration finale de Tripoli (pp. 45-48) (par la S. C. pour l'Éducation catholique). On y reconnaît "la nécessité et l'urgence du dialogue avec les Musulmans" ; on y admet que "le dialogue avec les Musulmans est difficile (à cause de) l'ampleur de la disparité" ; on y

affirme que "la meilleure méthodologie (est) la rencontre et l'accueil personnel" (pp. 34-35).

49. Cf. l'interview accordée à Bruno Holtz et publiée dans *La Liberté* (Fribourg, Suisse), du 18/2/1976, p. 9. La presse locale libyenne s'est faite l'écho prolongé des travaux du Séminaire. Le quotidien *al-Fagr al-gadid* titrait, tour à tour : Al-suhuf al-'alamiyya wa-l-masîhiyya tusîdu bi-bayân Tarâbulus (11/2/1976, p. 1), Al-'adâla l-igtimâ'iyya tamarat al-îmân bi-Llâh (10/2/1976, p. 5), Kayfa na'mal 'alâ izâlat al-ahkâm al-musabbaqa al-hâti'a wa-du'f al-tiqa allatî lâ tazâlu tufarriqu bayna-nâ ? (14/2/1976, p. 5), Tarhîb 'âlamî bi-natâ'ig nadwat al-hiwâr al-islâmî al-masîhî (16/2/1976, pp. 1 et 8), Asdâ' al-nadwa bi-'âsimat Mâltâ (8/3/1976, p. 6), Al-Bâbâ yusîdu bi-maghûd al-gumhûriyya al-'arabiyya al-lîbiyya (17/3/1976, p. 1), tout comme on pouvait lire Usus wa-mafâhîm gadîda tahkumu l-'âlam fî l-mustaqbal al-qarîb, dans l'hebdomadaire *al-Bayt* du 5/-3/1976, pp. 1217, et diverses interviews par Fâtima Nadâf dans l'autre hebdomadaire *al-Usbû' al-taqâf* du 13/2/1976, pp. 4-5. C'est le dernier numéro d'*al-Hiwâr*, du 10/2/1976, qui fournit une ample moisson d'interviews : entre autres déclarations, le cheikh Soubhi as-Salih y affirmait "qu'une page d'un noir passé y a été tournée, à tout jamais" parce que les membres des deux délégations "ont su se dépasser eux-mêmes et parler de devoirs avant de penser aux droits, soucieux avant tout d'objectivité" (p. 6).
50. "Avec humour, le Pr. Maxime Rodinson confiait, en privé : "Ici, au masochisme chrétien, prêt à se reconnaître coupable de toutes les erreurs, répond l'absence d'autocritique des musulmans" (cf. *Témoignage Chrétien*, 12/2/1976, p. 19, l'article d'André Vimeux) et le Pr. Mohammed Arkoun annonçait que si "chrétiens et musulmans décident de se situer sur un terrain qui les engage de façon égale... il n'y aurait plus lieu, pour le chrétien, de consentir à une auto-accusation publique de toutes les incompréhensions dont le monde chrétien s'est effectivement rendu coupable à l'égard de l'Islam : l'histoire nous enseigne, en effet, que celui-ci n'a pas toujours été particulièrement compréhensif à l'égard du christianisme" (cf. son article Relations christianisme-islam, in *Le Figaro*, 22/ 2/1976, p. 4).



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--